

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1202

12 mai 2014

SOMMAIRE

Aulien Partners S.à r.l.	57669	International Hebdo Press	57650
Euphrasie S.A.	57650	Japan Real Estate Invest S.A.	57653
Eurobank Private Bank Luxembourg S.A.	57657	Key Plastics Europe S.à r.l.	57653
Expertise Informatique Luxembourg S.à r.l.	57651	Kiez Immo IV s.à r.l.	57658
Falconer II S.à r.l.	57657	Kiez Immo V s.à r.l.	57659
Ferro Tech S.à r.l.	57651	LENDING OPPORTUNITIES (CoL) S.A.	57656
Financial Realizations S.A.	57654	Limbo Invest S.A.	57656
Fonciem	57653	Luxdiagnostic	57658
Franklin Templeton International Services S.à r.l.	57650	Maestrale Projects (Holding) S.A.	57692
Frisia Return	57656	Meck Lock System S.A.	57658
Fusion-io Holdings S.à r.l.	57655	MezzVest Luxembourg II S. à r.l.	57696
Gioconda S.A.	57655	MezzVest Luxembourg I S.à.r.l.	57696
Globalstone Lux S.à r.l.	57659	MGE Giunchetto Wind Park S.A.	57696
H.R.O. S.A.	57654	Mobrini S.A.	57696
H&S Global	57658	Natixis Life	57651
Illimani Investments S.à r.l.	57652	OK Design Serrurerie S.A.	57654
Immobilière Feidt	57652	Orchid Second Luxembourg S.à r.l.	57655
Industrial Maintenance and Bakery Servi- ces S.A.	57652	Patrono	57692
		Yuzhchukmorneftegaz Holding Sàrl	57669

Franklin Templeton International Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 8A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 36.979.

—
EXTRAIT

Les membres du Conseil attestent que, suite à la conversion de la Société en société à responsabilité limitée, la gestion journalière ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion, déléguée aux dirigeants par décision en date du 22 novembre 2013, a été conservée par les dirigeants suivants, conformément à l'article 7 des statuts de la Société:

- Madame Denise Voss, dirigeant, résidant au 8A, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg
- Monsieur Harold C. Nash, dirigeant, résidant au 8A, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg
- Monsieur William Lockwood, dirigeant, résidant au 8A, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FRANKLIN TEMPLETON INTERNATIONAL SERVICES S.à r.l.

Référence de publication: 2014036969/17.

(140042588) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2014.

Euphrasie S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 134.032.

—
EXTRAIT

L'assemblée générale du 11 mars 2014 a renouvelé les mandats des administrateurs.

- Madame Nathalie GAUTIER, Administrateur, Master Administration des Entreprises, 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, Luxembourg;

- Madame Stéphanie GRISIUS, Administrateur, M. Phil. Finance B. Sc. Economics, 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, Luxembourg;

- Monsieur Laurent HEILIGER, Administrateur-Président, licencié en sciences commerciales et financières, 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, Luxembourg.

Leurs mandats prendront fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2014.

L'assemblée générale du 11 mars 2014 a renouvelé le mandat du Commissaire aux comptes.

- AUDIT.LU, réviseur d'entreprises, 42, rue des Cerises, L-6113 Junglinster, R.C.S. Luxembourg B 113.620.

Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2014.

Luxembourg, le 11 mars 2014.

Pour EUPHRASIE S.A.

Société anonyme

Référence de publication: 2014036955/22.

(140042074) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2014.

I.H.P., International Hebdo Press, Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 46.386.

—
Extrait de la réunion du Conseil d'Administration du 25 février 2014

Suite à la démission de Madame Céline STEIN en date du 24 janvier 2014, le Conseil d'Administration décide de coopter Monsieur Mikhael SENOT, demeurant professionnellement au 10A, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg comme nouvel administrateur, en remplacement.

Le mandat de Monsieur Mikhael SENOT viendra à échéance lors de l'assemblée générale à tenir en 2018.

La prochaine assemblée générale à venir entérinera cette nomination.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUO

Référence de publication: 2014037034/15.

(140041991) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2014.

Expertise Informatique Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 80.630.

—
Extrait rectificatif du dépôt N°L130214822 du 17/12/2013

En date du 2 décembre 2013, l'associé unique de la Société, Objectware Group S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social 15 rue Astrid, L-1143 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 181740, a nommé avec effet au 3 décembre 2013, en son propre remplacement,

- Monsieur David Pinto né le 19/01/1966 à MIDELT, MAROC, demeurant professionnellement 15 rue Astrid, L-1143, Luxembourg, en qualité de gérant de la Société, pour une durée indéterminée.

- Monsieur Joseph Ruimy né le 18/09/1967 à CASABLANCA, MAROC, demeurant professionnellement 15 rue Astrid, L-1143, Luxembourg, en qualité de gérant de la Société, pour une durée indéterminée.

Il en résulte que le conseil de gérance de la Société se compose comme suit:

- M. David Pinto, gérant;

- M. Joseph Ruimy, gérant

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 décembre 2013.

Pour la Société

Un Mandataire

Référence de publication: 2014036960/24.

(140042137) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2014.

Ferro Tech S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3898 Foetz, 5, rue du Brill.

R.C.S. Luxembourg B 136.168.

—
Le bilan au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 mars 2014.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L – 1013 Luxembourg

Référence de publication: 2014036975/14.

(140042282) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2014.

Natixis Life, Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 60.633.

—
Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue extraordinairement au siège social le 19 avril 2013, à 11 heures

3. L'Assemblée Générale décide de renouveler pour 3 ans, prenant fin à l'Issue de l'Assemblée Générale ordinaire de l'an 2016:

- Madame Nathalie BROUTELE;

- Monsieur Jean MARCHES;

- Monsieur Laurent DOUBROVINE.

4. L'Assemblée Générale décide de renouveler pour une période de 6 ans, le mandat de Monsieur Jean MARCHES, en tant que Délégué à la gestion journalière, prenant fin à l'issue de l'Assemblée Générale ordinaire de l'an 2019.

A Luxembourg, le 10/03/2014.

Référence de publication: 2014037130/16.

(140042278) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2014.

Illimani Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 166.969.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 mars 2014.

Illimani Investments S.à.r.l.
Nathalie S.E. Chevalier
Manager B

Référence de publication: 2014037017/14.

(140042420) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2014.

Industrial Maintenance and Bakery Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse.
R.C.S. Luxembourg B 69.954.

Le bilan au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 mars 2014.

Pour ordre
EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.
Boîte Postale 1307
L – 1013 Luxembourg

Référence de publication: 2014037021/14.

(140042284) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2014.

Immobilière Feidt, Société en nom collectif.

Siège social: L-2538 Luxembourg, 3, rue Nicolas Simmer.
R.C.S. Luxembourg B 5.171.

EXTRAIT

L'assemblée constate que les vingt-quatre mille (24.000) parts sociales seront dorénavant détenues comme suit et que l'article 6 des statuts aura dorénavant la teneur suivante:

Art. 6. Le capital social est fixé à deux cent mille euros (200.000,00 EUR) représenté par vingt-quatre mille (24.000) parts sociales sans désignation de valeur, entièrement libérées et détenues comme suit:

1. Madame Nicole GENGLER, sans état, demeurant à L-1135 Luxembourg, 1, rue Nicolas Simmer, six mille parts sociales,	6.000
2. Monsieur Guy FEIDT, employé, demeurant à L-7225 Bérelange, 8, rue de l'Europe, deux mille parts sociales,	2.000
3. Monsieur Tom FEIDT, employé, demeurant à L-7225 Bérelange, 6, rue de l'Europe, deux mille parts sociales,	2.000
4. Monsieur Jeff FEIDT, employé, demeurant à L-6976 Oberanven, 7a, rue du Coin, deux mille parts sociales,	2.000
5. La société anonyme "alphemi", établie et ayant son siège social à L-2538 Luxembourg, 3, rue Nicolas Simmer, douze mille parts sociales,	12.000
Total	24.000

Luxembourg, le 15 octobre 2013.

Pour extrait conforme
Immobilière Feidt Senc

Référence de publication: 2014037019/26.

(140042464) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2014.

Key Plastics Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 812.456,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 68.568.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 11 mars 2013.

Référence de publication: 2014037049/10.

(140041992) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2014.

Japan Real Estate Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 173.924.

Extrait des décisions prises lors de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement le 24 février 2014

Sont nommés administrateurs, leurs mandats prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 30 juin 2014:

Administrateur de catégorie A

- Monsieur Luc HANSEN, licencié en administration des affaires, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L - 1653 Luxembourg;
- Monsieur Pierre LENTZ, licencié en sciences économiques, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L - 1653 Luxembourg;

Administrateur de catégorie B

- Monsieur Peter MOSCH, Diplom Kaufmann, demeurant au 21, Klingenberg 22587 Hambourg, Allemagne.

Est nommé commissaire aux comptes, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 30 juin 2014:

- AUDIEX S.A., société anonyme, 9, rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 24 février 2014.

Référence de publication: 2014037038/22.

(140042564) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2014.

Fonciem, Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 8, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 156.311.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 14 octobre 2013

Il résulte des délibérations prises lors de l'Assemblée générale ordinaire de la Société tenue au siège social en date du 14 octobre 2013, que:

1. L'Assemblée décide de renouveler le mandat d'administrateur de Monsieur Sébastien FEVE, né le 19 décembre 1978 à Saint-Dié-des-Vosges (France), demeurant professionnellement à L -1528 Luxembourg, 8, Boulevard de la Foire.

Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2018.

2. L'Assemblée décide de nommer comme Commissaire aux Comptes, la Société L'Ex N'Co, société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, sise à L -1528 Luxembourg, 8, Boulevard de la Foire, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B sous le numéro 85931.

Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2018.

Pour extrait conforme

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2014036968/22.

(140042356) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2014.

H.R.O. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 61.630.

—
EXTRAIT

L'assemblée générale du 12 mars 2014 a renouvelé les mandats des administrateurs.

- Madame Nathalie GAUTIER, Administrateur, Master Administration des Entreprises, 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, Luxembourg;

- Madame Stéphanie GRISIUS, Administrateur, M. Phil. Finance B, Sc. Economics, 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, Luxembourg;

- Monsieur Laurent HEILIGER, Administrateur-Président, licencié en sciences commerciales et financières, 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, Luxembourg.

Leurs mandats prendront fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2014.

L'assemblée générale du 12 mars 2014 a renouvelé le mandat du Commissaire aux comptes.

- AUDIT.LU, réviseur d'entreprises, 42, rue des Cerises, L-6113 Junglinster, R.C.S. Luxembourg B 113.620.

Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2014.

Luxembourg, le 12 mars 2014.

*Pour H.R.O. S.A.**Société anonyme*

Référence de publication: 2014037001/22.

(140042591) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2014.

Financial Realizations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 41, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 13.525.

Le bilan au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 mars 2014.

*Pour ordre**EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.**Boîte Postale 1307**L-1013 Luxembourg*

Référence de publication: 2014036976/14.

(140042208) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2014.

OK Design Serrurerie S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4024 Esch-sur-Alzette, 192, rue de Belval.

R.C.S. Luxembourg B 158.901.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par les actionnaires réunis en assemblée générale ordinaire en date du 20 décembre 2012 que:

- Madame Esther KOCKHANS est révoquée de son poste de commissaire.

- Monsieur Alain KOCKHANS, né le 3 juillet 1965 à Esch-sur-Alzette, demeurant 46, rue Michel Rodange à L-4306 Esch-sur-Alzette est nommé commissaire pour un mandat qui débutera avec la vérification des comptes annuels 2012 et prendra fin à l'issue de l'assemblée générale qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos en 2015.

Esch-sur-Alzette, le 20 décembre 2012.

*Pour extrait conforme**Pour la Société**Un mandataire*

Référence de publication: 2014037137/18.

(140041973) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2014.

Orchid Second Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 26.460,00.**

Siège social: L-1748 Findel, 7, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 173.771.

—
Extrait des résolutions de l'actionnaire unique de la société Orchid second Luxembourg S.a r.l. du 18 février 2013

1. Acceptation du changement de l'adresse professionnelle de Monsieur James Bermingham du 9A, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg pour l'adresse du 7, rue Lou Hemmer, L-1748, Luxembourg-Findel.

2. Acceptation du changement de l'adresse professionnelle de Madame Anke Jager du 9A, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg pour l'adresse du 7, rue Lou Hemmer, L-1748, Luxembourg-Findel,
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 Février 2013.

James Bermingham

Un mandataire

Référence de publication: 2014037135/18.

(140042569) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2014.

Gioconda S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 31, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 178.614.

—
Au 16 janvier 2014, le conseil d'administration de la Société se compose de la manière suivante:

- Monsieur George GRAHAM, administrateur A

- Monsieur Sansal OZDEMIR, administrateur A

- Monsieur Charles EMOND, administrateur B

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 mars 2014.

Gioconda S.A.

Référence de publication: 2014036991/14.

(140042488) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2014.

Fusion-io Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 170.674.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'associé unique en date du 20 février 2014 que la personne suivante a démissionné, avec effet au 11 février 2014, de sa fonction de gérant de catégorie A de la Société:

- Monsieur Shawn Lindquist, né le 19 décembre 1969 dans l'Utah, Etats-Unis d'Amérique, ayant son adresse professionnelle au 2855 E. Cottonwood Parkway, Suite 100, Salt Lake City, 84121 Utah, Etats-Unis d'Amérique.

Depuis lors, le conseil de gérance de la Société se compose comme suit:

Gérants de catégorie A:

- Monsieur David Sampson, né le 4 décembre 1963 en Californie, Etats-Unis d'Amérique, ayant son adresse professionnelle au 2855 E. Cottonwood Parkway, Suite 100, Salt Lake City, 84121 Utah, Etats-Unis d'Amérique,

- Monsieur Jonathan R. H. Wales, né le 19 mars 1956 à Guildford, Royaume Uni, résidant à Templewood, 8 Monks Well, Farnham, Surrey GU10 1RH, Royaume Uni.

Gérants de catégorie B:

résidant

- Monsieur Christophe Gaul, né le 3 avril 1977 à Messancy, Belgique, ayant son adresse professionnelle au 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

- Madame Constance Collette, née le 21 juin 1976 à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ayant son adresse professionnelle au 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 12 mars 2014.

Pour extrait conforme.

ATOZ

Aerogolf Center - Bloc B

1, Heienhaff

L-1736 Sennigerberg

Signature

Référence de publication: 2014036972/33.

(140042103) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2014.

LENDING OPPORTUNITIES (CoL) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 170.200.

Extrait des résolutions adoptées en date du 11 mars 2014 par voie circulaire par les membres du Conseil d'Administration de la société LENDING OPPORTUNITIES (CoL) S.A.

- Madame Noeleen GOES-FARRELL a démissionné de ses fonctions avec effet au 31 août 2013.

- Monsieur Nicolas MILLE, employé privé, né le 8 février 1978 à Antony (France), résidant professionnellement au 127, rue de Mühlenbach, L-2168 Luxembourg, a été nommé administrateur de la Société avec effet au 31 août 2013 et jusqu'au 2 juillet 2018.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LENDING OPPORTUNITIES (CoL) S.A.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014037066/17.

(140042461) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2014.

Limbo Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 6, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 57.231.

Par la présente, je remets avec effet immédiat ma démission en tant qu'administrateur de votre estimée société.

Le 12 mars 2014.

Marcella SCARATI.

Référence de publication: 2014037070/9.

(140042568) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2014.

Frisia Return, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-8009 Strassen, 23, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 132.417.

Auszug aus dem Protokoll Ordentliche Generalversammlung der Frisia Return

Die Ordentliche Generalversammlung der Frisia Return vom 12. März 2014 hat folgende Beschlüsse gefasst:

Zur Wiederwahl des Verwaltungsrates stellen sich

- Herr Kurt von Storch (Vorsitzender)
- Herr Nikolaus Rummler (stellv. Vorsitzender)
- Herr Ulrich Juchem (Mitglied)

Herr von Storch mit Berufsadresse 23, route d'Arlon, L-8009 Strassen.

Herren Rummler und Juchem mit Berufsadresse 4, rue Thomas Edison, L-1445 Strassen.

Die genannten Herren werden einstimmig von den Aktionären, bis zur nächsten Ordentlichen Generalversammlung im Jahr 2015, als Verwaltungsrat gewählt.

Die Aktionäre beschließen einstimmig, bis zur nächsten Ordentlichen Generalversammlung im Jahr 2015, PricewaterhouseCoopers Société coopérative, 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, als Wirtschaftsprüfer wieder zu wählen.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 12. März 2014.

Für Frisia Return

DZ PRIVATBANK S.A.

Référence de publication: 2014036970/23.

(140042246) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2014.

Eurobank Private Bank Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 24.724.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue le 11 mars 2014 à Luxembourg.

Résolutions

L'Assemblée prend acte de la démission de Monsieur René Faltz et décide de réélire les actuels Administrateurs jusqu'à l'assemblée ordinaire qui se tiendra en 2016 et de renouveler le mandat du Réviseur d'Entreprises jusqu'à l'assemblée clôturant les comptes au 31 décembre 2014. Dès lors, la société se présente comme suit:

Conseil d'administration

Mr François Ries

Mrs Yasmine Ralli

Mr Fokion Karavias

Mr Dimosthenis Archontidis

Mr Jean-Louis de Potesta

Mr Christos Megalou

Mr Kenneth Howard Prince-Wright

Réviseur d'entreprises

PricewaterhouseCoopers Société Coopérative, route d'Esch, L - 1014 Luxembourg

Luxembourg, le 11 mars 2014.

Eurobank Private Bank Luxembourg S.A.

Banque Domiciliataire

Référence de publication: 2014036957/25.

(140042444) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2014.

Falconer II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 147.530.

By resolution of the shareholders of the Company dated March 5th 2014:

1. The resignation of the manager Mr Ely Michel Ruimy has been acknowledged.

2. It has been resolved to appoint Ensof Services Sàrl, a private limited liability company under Luxembourg Law, having its registered office at 6A route de Trèves, L-2633 Senningerberg (Grand Duchy of Luxembourg), registered with the Commerce & Companies Register of Luxembourg under number B 184 865 as sole manager of the company with immediate effect and for an unlimited period of time.

This resolution has been taken in accordance with article 12 of the articles of incorporation of the Company.

Traduction pour les besoins de l'enregistrement

Par résolution des associés de la Société en date du 5 Mars 2014:

1. Il a été constaté la démission de Mr Ely Michel Ruimy en tant que gérant.

2. Il a été résolu de nommer Ensof Services Sàrl, une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social est situé 6A route de Trèves, L-2633 Senningerberg (Grand Duché de Luxembourg), enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le no B 184 865, comme gérant unique de la Société avec effet immédiat et pour une durée illimitée.

Cette résolution a été prise en accord avec l'article 12 des statuts de la Société.

Référence de publication: 2014036973/23.

(140042232) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2014.

Meck Lock System S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 53.685.

Nous, FFF MANAGEMENT & TRUST S.A., domiciliataire de la société MECK LOCK SYSTEM S.A., inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le matricule B-53.685, confirmons que le siège social de ladite société au 15, boulevard Roosevelt, L-2450 Luxembourg, est dénoncé à compter du 12 mars 2014 et que par conséquent la convention de domiciliation conclue le 14 janvier 2004 entre les sociétés FFF MANAGEMENT & TRUST S.A. et MECK LOCK SYSTEM S.A. est résiliée d'office à cette date en vertu de l'article 5.2 de ladite convention.

Luxembourg, le 12 mars 2014.

FFF MANAGEMENT & TRUST S.A.

Référence de publication: 2014037094/13.

(140042483) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2014.

Luxdiagnostic, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8399 Windhof, 6, rue d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 24.804.

Le Bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014037079/9.

(140042315) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2014.

H&S Global, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-8009 Strassen, 23, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 132.419.

Auszug aus dem Protokoll Ordentliche Generalversammlung der H&S Global

Die Ordentliche Generalversammlung der H&S Global vom 12. März 2014 hat folgende Beschlüsse gefasst:

Zur Wiederwahl des Verwaltungsrates stellen sich

- Herr Kurt von Storch (Vorsitzender)
- Herr Nikolaus Rummler (stellv. Vorsitzender)
- Herr Ulrich Juchem (Mitglied)

Herr von Storch mit Berufsadresse 23, route d'Arlon, L-8009 Strassen

Herren Rummler und Juchem mit Berufsadresse 4, rue Thomas Edison, L-1445 Strassen.

Die genannten Herren werden einstimmig von den Aktionären, bis zur nächsten Ordentlichen Generalversammlung im Jahr 2015, als Verwaltungsrat gewählt.

Die Aktionäre beschließen einstimmig, bis zur nächsten Ordentlichen Generalversammlung im Jahr 2015, PricewaterhouseCoopers Société coopérative, 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, als Wirtschaftsprüfer wieder zu wählen.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 12. März 2014.

Für H&S Global

DZ PRIVATBANK S.A.

Référence de publication: 2014037003/23.

(140042245) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2014.

Kiez Immo IV s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8399 Windhof, 2, rue d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 177.616.

Constatation de cession de parts sociales

Il est porté à la connaissance des tiers que suite à une convention de cession de parts sociales du 12 décembre 2013, signée sous seing privé par le cédant et le cessionnaire et acceptée par la gérance au nom de la société, le capital social de la société KIEZ IMMO IV SARL ayant son siège social à L-8399 Windhof, 2, rue d'Arlon, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 177.616, est désormais réparti comme suit:

- La société BERTRANGE CAPITAL SARL, ayant son siège social à L-8399 Windhof, 2, rue d'Arlon, RCS Luxembourg B 151.910	750 parts sociales
- La société WINDHOF INVESTMENT SARL, ayant son siège social à L-8399 Windhof, 2, rue d'Arlon, RCS Luxembourg B 178.511	250 parts sociales
Total: mille parts sociales	1.000 parts sociales

Windhof, le 12 décembre 2013.

Les associés

Référence de publication: 2014037055/21.

(140042306) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2014.

Kiez Immo V s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8399 Windhof, 2, rue d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 177.617.

Constatation de cession de parts sociales

Il est porté à la connaissance des tiers que suite à une convention de cession de parts sociales du 12 décembre 2013, signée sous seing privé par le cédant et le cessionnaire et acceptée par la gérance au nom de la société, le capital social de la société KIEZ IMMO V SARL ayant son siège social à L-8399 Windhof, 2, rue d'Arlon, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 177.617, est désormais réparti comme suit:

- La société BERTRANGE CAPITAL SARL, ayant son siège social à L-8399 Windhof, 2, rue d'Arlon, RCS Luxembourg B 151.910	750 parts sociales
- La société WINDHOF INVESTMENT SARL, ayant son siège social à L-8399 Windhof, 2, rue d'Arlon, RCS Luxembourg B 178.511	250 parts sociales
Total: mille parts sociales	1.000 parts sociales

Windhof, le 12 décembre 2013.

Les associés

Référence de publication: 2014037056/21.

(140042321) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2014.

Globalstone Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5244 Sandweiler, 2B, Ennert dem Bierg.

R.C.S. Luxembourg B 185.105.

STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the eighteenth day of February.

Before Maître Francis Kessler, notary public residing in Esch-sur-Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned.

There appeared:

Globalstone Partnership (Special Limited Partnership) - Luxembourg, a Luxembourg special limited partnership ("société en commandite spéciale"), with registered office at 2b, Ennert dem Bierg - 5244 Sandweiler, Grand Duchy of Luxembourg and in the process of registration with the Luxembourg Trade and Companies' Register, acting through its general partner Strat & Fi Lux.

Here duly represented by Mrs. Sofia Afonso Da-Chao Conde, private employee, professionally residing at 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, by virtue of a proxy given under private seal.

The before said proxy, being initialed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities

Such appearing party, represented as stated here above, has requested the notary to draw up the following articles of a "société à responsabilité limitée" which such party declare to incorporate.

Name - Object - Registered office - Duration

Art. 1. There is hereby formed a “société à responsabilité limitée”, limited liability company (the “Company”), governed by the present articles of association (the “Articles”) and by current Luxembourg laws (the “Law”), in particular the law of 10 August 1915 on Commercial Companies, as amended (the “Commercial Companies Law”).

Art. 2. The Company’s name is “Globalstone Lux S.à r.l.”.

Art. 3. The Company’s purpose is:

(1) To take participations and interests, in any form whatsoever, in any commercial, industrial, financial or other, Luxembourg or foreign companies or enterprises;

(2) To acquire through participations, contributions, underwriting, purchases or options, negotiation or in any other way any securities, rights, patents and licenses and other property, rights and interest in property as the Company shall deem fit;

(3) Generally to hold, manage, develop, sell or dispose of the same, in whole or in part, for such consideration as the Company may think fit, and in particular for shares or securities of any company purchasing the same;

(4) To enter into, assist or participate in financial, commercial and other transactions;

(5) To grant to any holding company, subsidiary, or fellow subsidiary, or any other company which belong to the same group of companies than the Company (the “Affiliates”) any assistance, loans, advances or guarantees (in the latter case, even in favour of a thirdparty lender of the Affiliates);

(6) To borrow and raise money in any manner and to secure the repayment of any money borrowed; and

(7) Generally to do all such other things as may appear to the Company to be incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them.

The Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

Art. 4. The Company has its registered office in Sandweiler, Grand-Duchy of Luxembourg.

The registered office may be transferred within the municipality of the City of Sandweiler by decision of the board of managers or the sole manager (as the case may be).

The registered office of the Company may be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad by means of a resolution of an extraordinary general meeting of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be) adopted under the conditions required by the Law.

The Company may have offices and branches (whether or not a permanent establishment) both in Luxembourg and abroad.

In the event that the board of managers or the sole manager (as the case may be) should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the board of managers or the sole manager (as the case may be) of the Company.

Art. 5. The Company is constituted for an unlimited duration.

Art. 6. The life of the Company does not come to an end by death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of any shareholder.

Art. 7. The creditors, representatives, rightful owner or heirs of any shareholder are not allowed, in any circumstances, to require the sealing of the assets and documents of the Company, nor to interfere in any manner in the management of the Company. They must for the exercise of their rights refer to financial statements and to the decisions of the meetings of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be).

Capital - Shares

Art. 8. The Company’s share capital is set at EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euro) represented by 12,500 (twelve thousand five hundred) shares with a nominal value of EUR 1 (one Euro) each.

The amount of the share capital of the Company may be increased or reduced by means of a resolution of the extraordinary general meeting of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be) adopted under the conditions required for amendment of the Articles.

Art. 9. Each share confers an identical voting right and each shareholder has voting rights commensurate to his shareholding.

Art. 10. The shares are freely transferable among the shareholders.

Shares may not be transferred “inter vivos” to non-shareholders unless shareholders representing at least three quarters of the share capital shall have agreed thereto in a general meeting.

Furthermore, the provisions of Articles 189 and 190 of the Commercial Companies Law shall apply.

The shares are indivisible with regard to the Company, which admits only one owner per share.

Art. 11. The Company shall have power to redeem its own shares.

Such redemption shall be carried out by means of a resolution of an extraordinary general meeting of the shareholders or of the sole shareholder (as the case may be), adopted under the conditions required for amendment of the Articles, provided that such redemption has been proposed to each shareholder of the same class in the proportion of the capital or of the class of shares concerned represented by their shares.

However, if the redemption price is in excess of the nominal value of the shares to be redeemed, the redemption may only be decided to the extent that the excess purchase price may not exceed total profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, plus any profits carried forward and sums drawn from reserves available for this purpose, less losses carried forward and any sums to be placed to reserve pursuant to the requirements of the Law or of Articles.

Such redeemed shares shall be cancelled by reduction of the share capital.

Management

Art. 12. The Company will be managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not be shareholders of the Company.

The manager(s) remuneration is determined, by a resolution of the general meeting of shareholders taken by simple majority of the votes cast, or of the sole shareholder (as the case may be). The remuneration of the manager(s) can be modified by a resolution taken at the same majority conditions.

The general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be) may, at any time and “ad nutum”, remove and replace any manager.

All powers not expressly reserved by the Law or the Articles to the general meeting of shareholders or to the sole shareholder (as the case may be) fall within the competence of the board of managers, or of the sole manager (as the case may be).

In dealing with third parties, the manager, or, in case of plurality of managers, the board of managers will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company’s object, provided the terms of these Articles shall have been complied with.

The Company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the joint signature of two managers.

The board of managers or the sole manager (as the case may be), may from time to time sub-delegate her/his/its powers for specific tasks to one or several ad hoc agent(s) who need not be shareholder(s) or manager(s) of the Company.

The board of managers, or the sole manager (as the case may be) will determine the powers, duties and remuneration (if any) of its agent(s), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his/their agency.

Art. 13. In case of plurality of managers, the decisions of the managers are taken by meeting of the board of managers.

The board of managers shall appoint from among its members a chairman which in case of tie vote, shall have a casting vote. The chairman shall preside at all meetings of the board of managers. In case of absence of the chairman, the board of managers shall be chaired by a manager present and appointed for that purpose. It may also appoint a secretary, who needs not to be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers or for such other matter as may be specified by the board of managers.

The board of managers shall meet when convened by one manager.

Notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 2 (two) days in advance of the time set for such meeting except in the event of emergency, the nature of which is to be set forth in the minute of the meeting.

Any convening notice shall specify the time and place of the meeting and the nature of the business to be transacted.

Convening notices can be given to each manager by word of mouth, in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or by any other suitable communication means.

The notice may be waived by the consent, in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or by any other suitable communication means, of each manager.

The meeting will be duly held without prior notice if all the managers are present or duly represented.

No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by a resolution of the board of managers.

Any manager may act at any meeting of managers by appointing in writing or by fax, cable, telegram, telex or electronic means another manager as his proxy.

A manager may represent more than one manager.

The managers may participate in a board of managers meeting by phone, videoconference, or any other suitable telecommunication means allowing all persons participating in the meeting to hear each other at the same time.

Such participation in a meeting is deemed equivalent to participation in person at a meeting of the managers.

The board of managers can validly deliberate and act only if the majority of its members is present or represented.

Decisions of the board of managers are adopted by the majority of the managers participating to the meeting or duly represented thereto.

The deliberations of the board of managers shall be recorded in the minutes, which have to be signed by the chairman or two managers. Any transcript of or excerpt from these minutes shall be signed by the chairman or two managers.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at a managers' meeting.

In such cases, written resolutions can either be documented in a single document or in several separate documents having the same content.

Written resolutions may be transmitted by ordinary mail, fax, cable, telegram, telex, electronic means, or any other suitable telecommunication means.

Art. 14. Any manager does not contract in his function any personal obligation concerning the commitments regularly taken by him in the name of the Company; as a representative of the Company, he is only responsible for the execution of his mandate.

General meetings of shareholders

Art. 15. In case of plurality of shareholders, decisions of the shareholders are taken as follows:

The holding of a shareholders meeting is not compulsory as long as the shareholders number is less than 25 (twenty-five). In such case, each shareholder shall receive the whole text of each resolution or decision to be taken, transmitted in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or any other suitable telecommunication means. Each shareholder shall vote in writing.

If the shareholders number exceeds 25 (twenty-five), the decisions of the shareholders are taken by meetings of the shareholders. In such a case one general meeting shall be held at least annually in Luxembourg within 6 (six) months of the closing of the last financial year. Other general meetings of shareholders may be held in the Grand-Duchy of Luxembourg at any time specified in the notice of the meeting.

Art. 16. General meetings of shareholders are convened and written shareholders resolutions are proposed by the board of managers, or the sole manager (as the case may be), failing which by shareholders representing more than half of the share capital of the Company.

Written notices convening a general meeting and setting forth the agenda shall be made pursuant to the Law and shall be sent to each shareholder at least 8 (eight) days before the meeting, except for the annual general meeting for which the notice shall be sent at least 21 (twenty-one) days prior to the date of the meeting.

All notices must specify the time and place of the meeting.

If all shareholders are present or represented at the general meeting and state that they have been duly informed of the agenda of the meeting, the general meeting may be held without prior notice.

Any shareholder may act at any general meeting by appointing in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or by any other suitable telecommunication means another person who needs not be shareholder.

Each shareholder may participate in general meetings of shareholders.

Resolutions at the meetings of shareholders or resolutions proposed in writing to the shareholders are validly taken in so far as they are adopted by shareholders representing more than half of the share capital of the Company.

If this quorum is not formed at a first meeting or at the first consultation, the shareholders are immediately convened or consulted a second time by registered letter and resolutions will be taken at the majority of the vote cast, regardless of the portion of capital represented.

However, resolutions to amend the Articles shall only be taken by an extraordinary general meeting of shareholders, at a majority of shareholders representing at least threequarters of the share capital of the Company.

A sole shareholder exercises alone the powers devolved to the meeting of shareholders by the Law.

Except in case of current operations concluded under normal conditions, contracts concluded between the sole shareholder and the Company have to be recorded in minutes or drawn-up in writing.

Financial year - Balance sheet

Art. 17. The Company's financial year begins on 1 January and closes on 31 December.

Art. 18. Each year, as of 31 December, the board of managers, or the sole manager (as the case may be) will draw up the balance sheet which will contain a record of the properties of the Company together with its debts and liabilities and be accompanied by an annex containing a summary of all its commitments and the debts of the manager(s), statutory auditor(s) (if any) and shareholder(s) toward the Company.

At the same time the board of managers or the sole manager (as the case may be) will prepare a profit and loss account, which will be submitted to the general meeting of shareholders together with the balance sheet.

Art. 19. Each shareholder may inspect at the head office the inventory, the balance sheet and the profit and loss account.

If the shareholders' number exceeds 25 (twenty-five), such inspection shall be permitted only during the 15 (fifteen) days preceding the annual general meeting of shareholders.

Supervision of the company

Art. 20. If the shareholders number exceeds 25 (twenty-five), the supervision of the Company shall be entrusted to one or more statutory auditor(s) ("commissaires"), who may or may not be shareholder(s).

Each statutory auditor shall serve for a term ending on the date of the annual general meeting of shareholders following their appointment dealing with the approval of the annual accounts.

At the end of this period and of each subsequent period, the statutory auditor(s) can be renewed in its/their function by a new resolution of the general meeting of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be) until the holding of the next annual general meeting dealing with the approval of the annual accounts.

Where the thresholds of Article 35 of the law of 19 December 2002 on the Luxembourg Trade and Companies Register are met, the Company shall have its annual accounts audited by one or more qualified auditors ("réviseurs d'entreprises agréés") appointed by the general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be) amongst the qualified auditors registered in the Financial Sector Supervisory Commission ("Commission de Surveillance du Secteur Financier")'s public register."

Notwithstanding the thresholds above mentioned, at any time, one or more qualified auditors may be appointed by resolution of the general meeting of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be) that shall decide the terms and conditions of his/their mandate.

Dividend - Reserves

Art. 21. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortisations, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year 5% (five percent) of the net profit will be transferred to the statutory reserve.

This deduction ceases to be compulsory when the statutory reserve amounts to one tenth of the issued share capital, as decreased or increased from time to time, but shall again become compulsory if the statutory reserve falls below such one tenth.

The general meeting of shareholders at the majority vote determined by the Law or the sole shareholder (as the case may be) may decide at any time that the excess be distributed to the shareholder(s) proportionally to the shares they hold, as dividends or be carried forward or transferred to an extraordinary reserve.

Art. 22. Notwithstanding the provisions of the preceding article, the general meeting of shareholders of the Company, or the sole shareholder (as the case may be) upon proposal of the board of managers or the sole manager (as the case may be), may decide to pay interim dividends before the end of the current financial year, on the basis of a statement of accounts prepared by the board of managers or the sole manager (as the case may be), and showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and available reserves, less losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or the Articles.

Winding-up - Liquidation

Art. 23. The general meeting of shareholders under the conditions required for amendment of the Articles, or the sole shareholder (as the case may be) may resolve the dissolution of the Company.

Art. 24. The general meeting of shareholders with the consent of at least half of the shareholders holding three quarters of the share capital shall appoint one or more liquidator(s), physical or legal person(s) and determine the method of liquidation, the powers of the liquidator(s) and their remuneration.

When the liquidation of the Company is closed, the liquidation proceeds of the Company will be allocated to the shareholders proportionally to the shares they hold.

Applicable law

Art. 25. Reference is made to the provisions of the Law for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory measures

Exceptionally, the first financial year shall begin today and end on 31 December 2014.

Subscription - Payment

The appearing party hereby declare to subscribe to the 12,500 (twelve thousand five hundred) shares issued by the Company as follows:

Globalstone Partnership (Special Limited Partnership) - Luxembourg, here represented as mentioned above, subscribes to 12,500 (twelve thousand five hundred) shares;

The shares having been fully paid up in cash, so that the amount of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euro) is at the disposal of the Company.

Evidence of the contribution's existence

Proof of the contribution's existence has been given.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, are estimated at about one thousand five hundred euro (EUR 1,500.-).

Resolutions of the shareholders

Immediately after the incorporation of the Company, the shareholders of the Company, representing the entirety of the subscribed capital, passed the following resolutions:

1) Is appointed as manager:

STRAT & Fi Lux, a Luxembourg private limited liability company ("société à responsabilité limitée"), having its registered office at 2b, Ennert dem Bierg, L-5244 Sandweiler, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 174.799.

The manager shall serve for an undetermined duration.

According to article 12 of the Articles, the Company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the joint signature of two managers.

2) The Company shall have its registered office at 2b, Ennert dem Bierg - 5244 Sandweiler, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, hereby states that on request of the above mentioned appearing person, the present incorporation deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof this deed has been signed in Esch-sur-Alzette, on the date at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder of the appearing party, said proxy holder signed with us, the notary, the present original deed.

Traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le dix-huitième jour du mois de février.

Par-devant Maître Francis Kessler, notaire demeurant à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

Apparaît:

Globalstone Partnership (Special Limited Partnership) - Luxembourg, une société en commandite spéciale de droit luxembourgeois, ayant son siège social sis au 2b, Ennert dem Bierg - 5244 Sandweiler, Grand-Duché de Luxembourg, et en cours d'enregistrement auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, agissant au travers de son associé commandité Strat & Fi Lux.

Ici dûment représentée par Mme Sofia Afonso-Da Chao Conde, employée privée, ayant sa résidence professionnelle au 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, en vertu d'une procuration sous seing privé.

Ladite procuration, paraphée "ne varietur" par la partie comparante et le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte pour être soumise avec celui-ci aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, agissant en cette qualité, a requis du notaire de dresser les statuts suivants d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer.

Dénomination - Objet - Siège - Durée

Art. 1^{er}. Il est constitué par cet acte une société à responsabilité limitée (la «Société»), régie par les présents statuts (les «Statuts») et par les lois luxembourgeoises actuellement en vigueur (la «Loi»), notamment par celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi sur les Sociétés Commerciales»).

Art. 2. La Société portera le nom "Globalstone Lux S.à r.l.".

Art. 3. L'objet de la Société est:

1) De prendre des participations et intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans toutes sociétés ou entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères;

2) D'acquérir par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière tous titres, droits, valeurs, brevets et licences et autres droits réels, droits personnels et intérêts, comme la Société le jugera utile,

3) De manière générale de les détenir, les gérer, les mettre en valeur et les céder en tout ou en partie, pour le prix que la Société jugera adapté et en particulier contre les parts ou titres de toute société les acquérant;

4) De conclure, d'assister ou de participer à des transactions financières, commerciales ou autres;

5) D'octroyer à toute société holding, filiale ou toute autre société liée d'une manière ou d'une autre à la Société ou toute société appartenant au même groupe de sociétés (les "Filiales"), tous concours, prêts, avances ou garanties (dans le dernier cas, même en faveur d'un prêteur tiers aux Filiales);

6) D'emprunter ou de lever des fonds de quelque manière que ce soit et de garantir le remboursement de toute somme empruntée; et

7) De manière générale de faire toute sorte d'activité qui pourrait sembler accessoire ou faciliter la réalisation des objets ci-dessus ou l'un d'entre eux.

La Société peut réaliser toutes opérations commerciales, techniques et financières, en relation directe ou indirecte avec les secteurs prédécrits et aux fins de faciliter l'accomplissement de son objet.

Art. 4. La Société a son siège social établi à Sandweiler, Grand-Duché de Luxembourg.

Le siège social pourra être transféré dans la commune de Sandweiler par décision du conseil de gérance ou du gérant unique (selon le cas).

Le siège social de la Société pourra être transféré en tout autre lieu au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger par décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés ou de l'associé unique (selon le cas) adoptée selon les conditions requises par la loi.

La Société pourra ouvrir des bureaux ou succursales (sous forme d'établissement permanent ou non) tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas) estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social, ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège restera luxembourgeoise. Pareille mesure provisoire sera prise et portée à la connaissance des tiers par le conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas) de la Société.

Art. 5. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 6. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Art. 7. Les créanciers, représentants, ayants droit ou héritiers des associés ne pourront, pour quelque motif que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées ou de l'associé unique (selon le cas).

Capital - Parts sociales

Art. 8. Le capital social est fixé à 12.500 EUR (douze mille cinq cent Euro) divisé en 12.500 (douze mille cinq cent) parts sociales de 1 EUR (un Euro) chacune.

Le montant du capital social peut être augmenté ou réduit au moyen d'une résolution de l'assemblée générale des associés ou de l'associé unique (le cas échéant) adoptée aux conditions requises pour la modification des Statuts.

Art. 9. Chaque part sociale confère un droit de vote identique et chaque associé a un droit de vote proportionnel aux nombres de parts qu'il détient.

Art. 10. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Aucune cession de parts sociales entre vifs à un tiers non-associé ne peut être effectuée sans l'agrément de l'assemblée générale des associés par décisions prises à majorité des trois quarts du capital social.

Pour le reste, il est référé aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi sur les Sociétés Commerciales.

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elle.

Art. 11. La Société est autorisée à racheter ses propres parts sociales.

Un tel rachat sera décidé par une résolution de l'assemblée générale des associés ou le cas échéant de l'associé unique par décisions prises selon les conditions requises pour la modification des Statuts, à condition qu'un tel rachat ait été proposé à chaque associé de la même classe en proportion du capital social ou de la classe des parts sociales concernées représentés par leurs parts sociales.

Néanmoins, si le prix de rachat excède la valeur nominale des parts sociales rachetées, le rachat ne pourra être décidé que dans la mesure où le supplément du prix d'achat n'excède pas le total des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier

exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, augmenté des bénéfices reportés et de toutes sommes issues des réserves disponibles à cet effet, et diminué des pertes reportées ainsi que des sommes à porter en réserve conformément aux exigences de la Loi ou des Statuts.

Les parts sociales rachetées seront annulées par réduction du capital social.

Gérance

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent un conseil de gérance. Le(s) gérant(s) ne sont pas obligatoirement associés de la Société.

La rémunération du/des gérant(s) est fixée par résolution de l'assemblée générale des associés prise à la majorité simple des voix ou par décision de l'associé unique (selon le cas).

La rémunération du/des gérant(s) peut être modifiée par résolution prise dans les mêmes conditions de majorité.

Le(s) gérant(s) peut/peuvent être révoqué(s) ou remplacé(s) ad nutum à tout moment, avec ou sans justification, par une résolution de l'assemblée générale des associés ou par une décision de l'associé unique (selon le cas).

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés ou à l'associé unique (selon le cas) par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du conseil de gérance ou du gérant unique (selon le cas).

Vis-à-vis des tiers, le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, aura tous pouvoirs pour agir en toutes circonstances au nom de la Société et de réaliser et approuver tous actes et toutes opérations en relation avec l'objet social dans la mesure où les termes de ces Statuts auront été respectés.

La société sera engagée par la seule signature du gérant unique et en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux gérants.

Le conseil de gérance, ou le gérant unique (selon le cas) peut, de temps à autre, subdéléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agent(s) ad hoc qui n'est pas/ne sont pas nécessairement associé(s) ou gérant(s) de la Société.

Le conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas) détermine les pouvoirs, les responsabilités et la rémunération (s'il y a lieu) de cet/ces agent(s), la durée de son/leur mandat ainsi que toutes autres conditions de son/leur mandat.

Art. 13. En cas de pluralité de gérants, les décisions des gérants sont prises en réunion du conseil de gérance.

Le conseil de gérance désignera parmi ses membres un président qui en cas d'égalité de voix, aura une voix prépondérante. Le président pourra présider toutes les assemblées des conseils de gérance. En cas d'absence du président, le conseil de gérance pourra être présidé par un gérant présent et nommé à cette occasion. Il peut également choisir un secrétaire, lequel n'est pas nécessairement gérant, qui sera responsable de la conservation des procès verbaux des réunions du conseil de gérance ou de l'exécution de toute autre tâche spécifiée par le conseil de gérance.

Le conseil de gérance se réunira suite à la convocation faite par un gérant.

Pour chaque conseil de gérance, des convocations devront être établies et envoyées à chaque gérant au moins deux (2) jours avant la réunion sauf en cas d'urgence, la nature de cette urgence devant être déterminée dans le procès verbal de la réunion du conseil de gérance.

Toutes les convocations devront spécifier l'heure et le lieu de la réunion et la nature des activités à entreprendre.

Les convocations peuvent être faites aux gérants oralement, par écrit ou par télécopie, câble, télégramme, télex, moyens électroniques ou par tout autre moyen de communication approprié.

Chaque gérant peut renoncer à cette convocation par écrit ou par télécopie, câble, télégramme, télex, moyens électroniques ou par tout autre moyen de communication approprié.

Les réunions du conseil de gérance se tiendront valablement sans convocation si tous les gérants sont présents ou représentés.

Une convocation séparée n'est pas requise pour les réunions du conseil de gérance tenues à l'heure et au lieu précisé précédemment lors d'une résolution du conseil de gérance.

Chaque gérant peut prendre part aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit ou par télécopie, câble, télégramme, télex ou moyens électroniques un autre gérant pour le représenter.

Un gérant peut représenter plusieurs autres gérants.

Les gérants du conseil de gérance peuvent assister à une réunion du conseil de gérance par téléphone, vidéoconférence ou par tout autre moyen de télécommunication approprié permettant à l'ensemble des personnes présentes lors de cette réunion de communiquer à un même moment.

Une telle participation à une réunion du conseil de gérance est réputée équivalente à une présence physique à la réunion.

Le conseil de gérance peut valablement délibérer et agir seulement si une majorité des gérants est présente ou représentée.

Les décisions du conseil de gérance sont adoptées par la majorité des gérants participant au conseil ou y étant représentés.

Les délibérations du conseil de gérance sont transcrites dans un procès-verbal, qui est signé par le président ou au moins deux gérants. Tout extrait ou copie de ce procès-verbal devra être signé par le président ou par deux gérants de la Société.

Les résolutions écrites approuvées et signées par tous les gérants auront le même effet que les résolutions prises en conseil de gérance.

Dans de tels cas, les résolutions écrites peuvent soit être documentées dans un seul document ou dans plusieurs documents ayant le même contenu.

Les résolutions écrites peuvent être transmises par lettre ordinaire téléfax, câble, télégramme, télex, moyens électroniques ou tout autre moyen de télécommunication approprié.

Art. 14. Tout gérant ne contracte en raison de ses fonctions, aucune obligation personnelle quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société; simple mandataire, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

Assemblée générale des associés

Art. 15. En cas de pluralité d'associés, les décisions des associés sont prises comme suit:

La tenue d'assemblées générales n'est pas obligatoire, tant que le nombre des associés est inférieur à 25 (vingt-cinq). Dans ce cas, chaque associé recevra le texte complet de chaque résolution ou décision à prendre, transmis par écrit ou par téléfax, câble, télégramme, télex, moyens électroniques ou tout autre moyen de télécommunication approprié. Chaque associé émettra son vote par écrit.

Si le nombre des associés excède 25 (vingt-cinq), les décisions des associés sont prises en assemblée générale des associés. Dans ce cas une assemblée générale annuelle est tenue à Luxembourg dans les 6 (six) mois de la clôture du dernier exercice social. Toute autre assemblée générale des associés peut se tenir au Grand-Duché de Luxembourg à l'heure et au jour fixé dans la convocation à l'assemblée.

Art. 16. Les assemblées générales des associés sont convoquées et des résolutions écrites d'associés sont proposées par le conseil de gérance ou par le gérant unique (selon le cas) ou, à défaut, par des associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

Une convocation écrite convoquant une assemblée générale et indiquant l'ordre du jour est faite conformément à la Loi et est adressée à chaque associé au moins 8 (huit) jours avant l'assemblée, sauf pour l'assemblée générale annuelle pour laquelle la convocation sera envoyée au moins 21 (vingt et un) jours avant la date de l'assemblée.

Toutes les convocations doivent mentionner la date et le lieu de l'assemblée générale.

Si tous les associés sont présents ou représentés à l'assemblée générale et indiquent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée générale peut se tenir sans convocation préalable.

Tout associé peut se faire représenter à toute assemblée générale en désignant par écrit ou par téléfax, câble, télégramme, télex, moyens électroniques ou tout autre moyen de télécommunication approprié un tiers qui peut ne pas être associé.

Chaque associé a le droit de participer aux assemblées générales des associés.

Les résolutions des assemblées des associés ou les résolutions proposées par écrit aux associés ne sont valablement adoptées que pour autant qu'elles soient prises par les associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

Si ce quorum n'est pas atteint lors de la première assemblée générale ou sur première consultation, les associés sont immédiatement convoqués ou consultés une seconde fois par lettre recommandée, et les résolutions seront adoptées à la majorité des votes exprimés quelle que soit la portion du capital représenté.

Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des Statuts ne pourront être prises qu'en assemblée générale extraordinaire des associés, à la majorité des associés représentant au moins les trois-quarts du capital social de la Société.

Un associé unique exerce seul les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés par les dispositions de la Loi.

Excepté en cas d'opérations courantes conclues dans des conditions normales, les contrats concluent entre l'associé unique et la Société doivent être inscrits dans un procès verbal ou établis par écrit.

Exercice social - Comptes annuels

Art. 17. L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

Art. 18. Chaque année, au 31 décembre, le conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas) établira le bilan qui contiendra l'inventaire des avoirs de la Société et de toutes ses dettes avec une annexe contenant le résumé de tous ses engagements, ainsi que les dettes du (des) gérant(s), du (des) commissaire(s) (s'il en existe) et du (des) associé(s) envers la société.

Dans le même temps, le conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas) préparera un compte de profits et pertes qui sera soumis à l'assemblée générale des associés avec le bilan.

Art. 19. Tout associé peut prendre communication au siège social de la Société de l'inventaire, du bilan et du compte de profits et pertes.

Si le nombre des associés excède 25 (vingt-cinq), une telle communication ne sera autorisée que pendant les 15 (quinze) jours précédant l'assemblée générale annuelle des associés.

Surveillance de la société

Art. 20. Si le nombre des associés excède 25 (vingt-cinq), la surveillance de la Société sera confiée à un ou plusieurs commissaire(s) aux comptes, associé(s) ou non.

Chaque commissaire aux comptes sera nommé pour une période expirant à la date de la prochaine assemblée générale annuelle des associés suivant sa nomination se prononçant sur l'approbation des comptes annuels.

A l'expiration de cette période, et de chaque période subséquente, le(s) commissaire(s) aux comptes pourra/pourront être renouvelé(s) dans ses/leurs fonction(s) par une nouvelle décision de l'assemblée générale des associés ou de l'associé unique (selon le cas) jusqu'à la tenue de la prochaine assemblée générale annuelle des associés se prononçant sur l'approbation des comptes annuels.

Lorsque les seuils de l'article 35 de la loi du 19 décembre 2002 sur le registre du commerce et des sociétés seront atteints, la Société confiera le contrôle de ses comptes annuels à un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés nommés par l'assemblée générale des associées ou l'associé unique (selon le cas), parmi la liste de la Commission de Surveillance du Secteur Financier.

Nonobstant les seuils ci-dessus mentionnés, à tout moment, un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises agréé(s) peuvent être nommés par résolution de l'assemblée générale des associés ou l'associé unique (selon le cas) qui décide des termes et conditions de son/leurs mandat(s).

Dividendes - Réserves

Art. 21. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges et amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, 5% (cinq pourcent) du bénéfice net seront affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve légale aura atteint un dixième du capital social tel qu'augmenté ou réduit le cas échéant, mais devront être repris si la réserve légale est inférieure à ce seuil de dix pourcent.

Les associés, à la majorité prévue par la Loi, ou l'associé unique (selon le cas) peuvent décider à tout moment qu'après déduction de la réserve légale, le bénéfice sera distribué entre les associés au titre de dividendes au pro rata de leur participation dans le capital de la Société ou reporté à nouveau ou transféré à une réserve spéciale.

Art. 22. Nonobstant les dispositions de l'article précédent, l'assemblée générale des associés de la Société ou l'associé unique (selon le cas) peut, sur proposition du conseil de gérance ou du gérant unique (selon le cas), décider de payer des acomptes sur dividendes en cours d'exercice social sur base d'un état comptable préparé par le conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas), desquels il devra ressortir que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice social augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu de la Loi ou des Statuts.

Dissolution - Liquidation

Art. 23. L'assemblée générale des associés, selon les conditions requises pour la modification des Statuts, ou l'associé unique (selon le cas), peut décider de la dissolution et la liquidation de la Société.

Art. 24. L'assemblée générale des associés avec l'approbation d'au moins la moitié des associés détenant trois-quarts du capital social devra désigner un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, et déterminer la méthode de liquidation, les pouvoirs du ou des liquidateurs et leur rémunération.

La liquidation terminée, les avoirs de la Société seront attribués aux associés au prorata des parts sociales qu'ils détiennent.

Loi applicable

Art. 25. Il est renvoyé aux dispositions de la Loi pour l'ensemble des points au regard desquels les présents Statuts ne contiennent aucune disposition spécifique.

Dispositions transitoires

Exceptionnellement le premier exercice social commencera ce jour pour finir le 31 décembre 2014.

Souscription - Paiement

La partie comparante, déclare souscrire aux 12.500 (douze mille cinq cent) parts sociales émises par la Société tel que suit:

Globalstone Partnership (Special Limited Partnership) - Luxembourg, représentée tel que décrit ci-dessus, souscrit à 12.500 (douze mille cinq cent) parts sociales.

Toutes les parts sociales ont été entièrement payées en numéraire, de sorte que le montant de EUR 12.500 (douze mille cinq cent euros) est à la disposition de la société.

Preuve de l'existence de l'apport

Preuve de l'existence de l'apport a été donnée.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ mille cinq cents euros (EUR 1.500,-).

Résolutions de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associé unique de la Société, représentant la totalité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes:

1) Est nommé gérant:

STRAT & Fi Lux, une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social 2b, Ennert dem Bierg, L-5244 Sandweiler, Grand Duché du Luxembourg et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 174.799.

Le gérant est nommé pour une durée indéterminée.

En vertu de l'article 12 des présents statuts, la société sera engagée par la signature de son gérant unique, et, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux gérants.

2) Le siège social de la Société est établi au 2b, Ennert dem Bierg - 5244 Sandweiler, Grand Duché du Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate par le présent acte qu'à la requête de la personne comparante les présents Statuts sont rédigés en anglais suivis d'une version française. A la requête de cette même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont Acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, à la date figurant au commencement de ce document.

Le document ayant été lu au mandataire de la comparante, ledit mandataire a signé avec nous notaire le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 28 février 2014. Relation: EAC/2014/2970. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014036414/534.

(140041470) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2014.

Aulien Partners S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 24, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 164.235.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014037334/10.

(140043229) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2014.

Yuzhchukmorneftegaz Holding Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 185.335.

STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the sixth day of March.

Before Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

EXXONMOBIL RUSSIA SOUTH CHUKCHI SEA HOLDINGS B.V., a limited liability company incorporated under the law of The Netherlands, with registration number 58144595 and with its location at Graaf Engelbertlaan 75, 4837DS

Breda, The Netherlands, registered with The Netherlands Chamber of Commerce, represented by Mr. Christophe Balthazar, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a power dated March 3, 2014; and

ROSNEFT JV PROJECTS S.A., a société anonyme organised and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registration number B 167491 and with its registered office at 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg, represented by Mr. Jean-Marie Poos, professionally residing at Luxembourg, by virtue of a power of attorney dated February 28, 2014.

The powers of attorney, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder of the Shareholders and by the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed, to be filed with the registration authorities.

The Shareholders, represented as indicated above, have requested the notary to draw up the following articles of association of a société à responsabilité limitée which they declared to form:

Title I. - Definitions - Denomination - Registered office - Object - Duration

Art. 1. The words and expressions used in the present articles of association shall have the following meaning:

Affiliate: means with respect to a Shareholder, any other Person directly or indirectly Controlling, Controlled by or under common Control with, such specified Shareholder; provided, however, that (a) the Company, the Operator and the ARC (as defined in the Agreement) and their respective subsidiaries; and (b) OJSC "ROSNEFTEGAZ" (« »), the Russian Federation and any Person (other than direct or indirect subsidiaries of Rosneft) Controlled by either OJSC "ROSNEFTEGAZ" (« ») or the Russian Federation shall not be considered Affiliates or, if applicable, subsidiaries of Rosneft.

Agreed Exploration Project Expenses Carry Period: means the period of time during which certain agreed exploration project expenses (as further detailed in the Agreement) are contributed solely by the ExxonMobil Shareholder.

Agreement: means the foundation agreement in writing which may exist, from time to time, between the Shareholders in relation to the Company.

Annual Budget: means the annual budget of the Company.

Articles: has the meaning given in Article 2.

Business Day: means any day other than a Saturday, Sunday or any bank or other public holiday in the Russian Federation, Grand Duchy of Luxembourg, Swiss Confederation and the United States of America.

Calendar Year: means a period of twelve (12) months commencing with 1 January and ending on the following 31 December.

Capital Surplus: means the amounts (a) contributed by the Shareholders to the Company, without any Shares being issued in exchange and (b) allocated in the accounts of the Company, to the non-share contribution account (account 115 "capital contribution without the issuance of new shares" of the Luxembourg standard chart of accounts dated as of 10 June 2009).

Cash Transfer: means any transfer where the sole consideration (other than the assumption of obligations relating to the transferred Shares) takes the form of cash, cash equivalents, promissory notes or retained interests (such as production payments) in the Shares being transferred.

Cash Value: means the portion of the total monetary value (expressed in U.S. Dollars) of the consideration being offered by the proposed transferee (including any cash, other assets, and tax savings to the transferor from a non-cash deal) that reasonably should be allocated to the Shares subject to the proposed transfer.

Class A Company Manager: has the meaning given in Article 10.9.

Class A Preferred Dividend: means, in respect of the Class A Preferred Shares, the accrued but unpaid dividend determined in accordance with Article 7.5.

Class A Preferred Shares: has the meaning given in Article 7.1.

Class B Company Manager: has the meaning given in Article 10.9.

Commercial Production: has the meaning given in the Agreement.

Companies Act: has the meaning given in Article 2.

Company: has the meaning given in Article 2.

Company Board: means the board of managers of the Company.

Company Manager: has the meaning given in Article 10.9.

Competent Authority: means,

- (a) any national, regional or local government and any ministry or department thereof;
- (b) any person exercising executive, legislative, judicial, regulatory or administrative functions of or pertaining to government (including any independent regulator);
- (c) any other governmental entity, instrumentality, agency, authority, court, or company;
- (d) any other entity, committee or commission under the direct or indirect control of a government; or
- (e) any government-owned or controlled commercial enterprise.

Control: means, directly or indirectly, through one or more intermediaries: (a) the beneficial ownership of more than fifty percent (50%) of the votes exercisable at an annual general meeting (or its equivalent) of the Person concerned or, if there are no such rights, ownership of more than fifty percent (50%) of the equity interests of such Person; or (b) the ability to direct the management or policies of such Person pursuant to a written agreement or a right to appoint its general manager or similar chief executive officer,

and “Controlling” and “Controlled” shall be construed accordingly.

Disagreeing Shareholder: means a shareholder that gives notice pursuant to Article 8.4(2)(c) to the transferring Shareholder, objecting to the Cash Value of the Shares subject to such transfer.

Dividend Rate: means a rate per annum equal to LIBOR as quoted two (2) Business Days prior to the first calendar day of each succeeding calendar year, plus two and one half per cent (2.5 %).

Equity Interest: means, with respect to a Shareholder, any and all Shares of the Company held by such Shareholder expressed as a percentage to the total number of Shares of the Company held by all of the Shareholders.

Extraordinary Company Board Matters: means those matters listed in these Articles to be determined pursuant to an Extraordinary Resolution of the Company Board.

Extraordinary Resolution: means an Extraordinary Resolution of the Shareholders or an Extraordinary Resolution of the Company Board, as the context requires.

Extraordinary Resolution of the Company Board: means a resolution of the Company Board passed by the affirmative vote of at least a simple majority of the Company Managers, including at least one (1) Class B Company Manager.

Extraordinary Resolution of the Shareholders: means a resolution of the General Meeting passed by the affirmative unanimous vote of all of the Shareholders.

Extraordinary Shareholder Matters: means those matters listed in these Articles to be determined pursuant to an Extraordinary Resolution of the Shareholders.

ExxonMobil: means ExxonMobil Oil Corporation, a company organised and existing under the laws of the State of New York, United States.

ExxonMobil Shareholder: means ExxonMobil Russia South Chukchi Sea Holdings B.V., a limited liability company organised and existing under the laws of The Netherlands, with registration number 58144595 and with its location at Graaf Engelbertlaan 75, 4837DS Breda, the Netherlands, registered with the Netherlands Chamber of Commerce.

Financing Branch: means the Swiss financing branch of the Company.

General Meeting: means any general meeting of the Shareholders of the Company.

Governmental Approvals: means, with respect to any person, (a) any authorisation, consent, approval, licence, ruling, permit, certification, exemption, filing, variance, order, judgment, decree or publication of, by or with, (b) any notice to, (c) any declaration of, by or with or (d) any registration by or with, any Competent Authority required to be obtained or made by such person.

LIBOR: has the meaning given in the Agreement.

Operator: means Yuzhchukmorneftegaz SARM, a wholly-owned subsidiary of the Company organised and incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg as a société à responsabilité limitée for implementation of the Project.

Ordinary Dividend: means any dividend paid in respect of an Ordinary Share.

Ordinary Resolution of the Company Board: means a resolution of the Company Board passed by a simple majority of the Company Managers.

Ordinary Resolution of the Shareholders: means a resolution of the General Meeting passed by the Shareholders representing a simple majority of the share capital of the Company.

Ordinary Shares: means the ordinary shares (or common stock) in the Company.

Person: means any individual, firm, corporation, partnership, limited liability company, trust, joint venture or other entity.

Preferred Dividend: means any Class A Preferred Dividend.

Preferred Shares: means, collectively, the Class A Preferred Shares and any other preferred shares issued by the Company.

Profit: means, in respect of a given period, total revenue, less operating expenses, interest paid, depreciation and taxes.

Project: has the meaning given in Article 5.3.

Rosneft: means Rosneft Oil Company, a joint-stock company organised and existing under the laws of the Russian Federation.

Rosneft Shareholder: means Rosneft JV Projects S.A., a company organised and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registration number B 167491 and with its registered offices at 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg.

Shares: means, collectively, Ordinary Shares and Preferred Shares.

Shareholders: means the Rosneft Shareholder and the ExxonMobil Shareholder.

U.S. Dollar or \$: means the lawful currency of the United States of America.

Capitalised words and expressions not defined in these Articles shall be defined as set forth in the Agreement.

Art. 2. There is hereby formed a société à responsabilité limitée (the “Company”) governed by the laws pertaining to such entity, especially the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies as amended (the “Companies Act”) and the present articles of association (the “Articles”).

Art. 3. The denomination of the Company is "Yuzhchukmorneftegaz Holding SARL".

Art. 4.

4.1 The registered office of the Company is established in the municipality of Luxembourg.

4.2 It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg pursuant to a resolution of the General Meeting.

4.3 The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

Art. 5.

5.1 One of the Company’s objects is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever, and the management of those participations. The Company may in particular acquire, by subscription, purchase and exchange or in any other manner, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. Further, it may invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

5.2 The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. It may lend funds, including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. The Company may give guarantees and grant security in favour of third parties to secure its obligations and the obligations of companies in which the Company has a direct or indirect participation or interest and to companies which form part of the same group of companies as the Company and it may grant any assistance to such companies, including, but not limited to, assistance in the management and the development of such companies and their portfolio, assistance of a financial nature, loans, advances or guarantees. It may pledge, transfer, encumber or otherwise create security over some or all its assets. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorisation.

5.3 The object of the Company is also to carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the administration, management, control and development of its participation in any subsidiary (including the Operator) and, more specifically, the implementation directly or indirectly of a joint project of seismic surveys, geological exploration, appraisal, development, production, disposition, purchase and sale of hydrocarbons from the Yuzhno-Chukotskiy subsoil plot on the Chukchi Sea seabed and any marketing activity concerning the hydrocarbons thereby produced (the “Project”).

5.4 In furtherance of the implementation of the Project:

(1) the Company may use its funds to establish, manage, develop, and dispose of its assets as they may be composed from time to time, to acquire, invest in and dispose of any kinds of property, tangible and intangible, movable and immovable, and namely but not limited to, its portfolio of securities (including, for the avoidance of doubt, bonds) of whatever origin, to participate in the creation, acquisition, development and control of any enterprise, to acquire, by way of investment, subscription, underwriting or option, securities, to realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise;

(2) the Company may acquire and sell real estate properties, for its own account, either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad and it may carry out all operations relating to real estate properties, including the direct or indirect holding of participations in Luxembourg or foreign companies, investment vehicles of any type (including limited partnerships and similar structure), the principal object of which is the direct or indirect acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of real estate properties;

(3) the Company may carry out any commercial, industrial, financial, personal and real estate operations, which are directly or indirectly connected with its corporate purpose or which may favour its development.

Art. 6. The Company is formed for an unlimited period of time.

Title II. - Capital - Shares - Capital surplus - Reserves

Art. 7.

7.1 The share capital of the Company is fixed at thirty thousand three hundred U.S. Dollars (USD 30,300), represented by:

(1) thirty thousand (30,000) Ordinary Shares; and

(2) three hundred (300) class A preferred shares (the Class A Preferred Shares),

having a par value of one U.S. Dollar (USD 1) each, all of which are entirely subscribed and fully paid up.

7.2 Towards the Company, the Shares are indivisible, and only one owner is admitted per Share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

7.3 An amount equal to five percent (5%) of the annual Profit of the Company shall be allocated to the statutory reserve of the Company, until such reserve amounts to ten percent (10%) of the Company's share capital.

7.4 Subject to the provisions of the Agreement, the balance of the Profit of the Company (after the allocation to the statutory reserve (if applicable)), if any, shall be distributed by the Company to the Shareholders, no less frequently than on 31 March, 30 June, 30 September and 31 December of each Calendar Year as follows:

- (a) the Company shall pay the Class A Preferred Dividend; and
- (b) provided that the Company has paid the entire Class A Preferred Dividend, the Company shall pay the remaining balance (if any) as Ordinary Dividends.

7.5 From the date of issuance of such Preferred Shares, a cumulative dividend shall accrue daily on each Class A Preferred Share, in an amount equal to the product of:

- (a) the sum of:
 - (A) the par value of such Preferred Share;
 - (B) the average amount of any Capital Surplus on such Preferred Share outstanding during such period; and
 - (C) the amount of any accrued but unpaid Preferred Dividend on such Preferred Share;
- (b) the Dividend Rate; and
- (c) the number of calendar days elapsed in such period divided by three hundred and sixty-five (365).

7.6 Any Preferred Share shall be deemed an Ordinary Share for the purpose of Articles 7.3 - 7.5 once the entire amount of the Capital Surplus contributed on the class of Preferred Shares to which such Preferred Share belongs, together with any accrued but unpaid dividend on such Preferred Shares, has been repaid to the Shareholders.

7.7 Any surplus cash remaining in the accounts shall be invested in accordance with banking principles, policies and procedures of the Company, as may be adopted and amended from time to time by an Extraordinary Resolution of the Company Board.

7.8 The General Meeting may, subject to applicable law and the Agreement, decide to pay interim dividends.

7.9 The issued share capital of the Company may be increased or reduced at any time pursuant to an Extraordinary Resolution of the Shareholders.

7.10 If required by the Agreement, the Shareholders shall contribute additional cash to the Company as Capital Surplus (except for any share capital which may be required in connection with the establishment of any new class of Shares approved by each Shareholder). Unless otherwise agreed by all the Shareholders, each Capital Surplus contribution made by a Shareholder will be attached to either the Ordinary Shares or a specific class of Preferred Shares, which are held by such Shareholder, and shall entitle such Shareholder to receive the corresponding payments allocable to such Ordinary Shares or specific class of Preferred Shares, as applicable.

7.11 Any Capital Surplus contributed by the Shareholders on the Ordinary Shares is repayable to the Shareholders pro rata to the Ordinary Shares held by the Shareholders and any Capital Surplus contributed by a Shareholder on its Preferred Shares is repayable only to the holder of such Preferred Shares in accordance with the terms of the Agreement.

7.12 Any funds received by the Company shall be used in the priority set forth in the Agreement.

Art. 8.

8.1 As long as the Company has several shareholders, the transfer of Shares inter vivos to third parties must be authorised pursuant to a resolution of the General Meeting.

8.2 Neither Shareholder shall (nor shall it purport to) assign, transfer or otherwise dispose of all or any part of its Shares without the prior written consent of the other Shareholder, other than for transfers permitted under Article 8.

8.3 Subject to Article 8.1, Rosneft Shareholder may at any time transfer all (and not some only) of its Shares to any direct or indirect wholly-owned subsidiary of Rosneft, and ExxonMobil Shareholder may at any time transfer all (and not some only) of its Shares to any direct or indirect wholly-owned subsidiary of ExxonMobil.

8.4 If a Shareholder has granted its written consent to the other Shareholder to assign, transfer or otherwise deal with all or any part of its Shares pursuant to Article 8.2, then such other Shareholder may so assign, transfer or otherwise deal with all or any part of its Shares, provided that the following conditions are met:

(1) as a result of such transfer, each of the transferring Shareholder and the transferee shall have Equity Interests in the Company equal to or exceeding ten percent (10%);

(2) the non-transferring Shareholder is granted with an option to exercise the preemptive right to acquire the Shares intended to be assigned, transferred or otherwise dealt with under this Article 8.4 pursuant to the following procedure:

(a) once the final terms and conditions of the relevant transfer have been fully negotiated, the transferring Shareholder shall disclose all such final terms and conditions as are relevant to the acquisition of the Shares (and, if applicable, the determination of the Cash Value of the Shares) in a notice to the other Shareholder, which notice shall be accompanied by a copy of all instruments or relevant portions of instruments establishing such terms and conditions. Such other Shareholder shall have the right to acquire the Shares subject to the proposed transfer from the transferring Shareholder on the terms and conditions described in this Article 8.4(2)(a) if, within thirty (30) days of the relevant notice, the other Shareholder delivers to the transferring Shareholder counter-notification that it accepts such terms and conditions wi-

thout reservations or conditions (subject to Articles 8.4(2)(c) and 8.4(2)(d), where applicable). If the non-transferring Shareholder fails to deliver such counter-notification, the transferring Shareholder may so assign, transfer or otherwise deal with all or any part of its Shares, subject to the other provisions of this Article 8.4, under terms and conditions no more favourable to the proposed assignee or transferee than those set forth in the notice to the non-transferring Shareholder, provided that the transfer shall be concluded within one hundred eighty (180) days from the date of the notice plus such additional period as may be required to secure any Governmental Approvals. The non-transferring Shareholder shall have no right under this Article 8.4(2) to acquire any asset other than the Shares, nor may such Shareholder be required to acquire any asset other than the Shares, regardless of whether other properties are included in the transfer;

(b) in the event of a Cash Transfer that does not involve other properties as part of a wider transaction, the non-transferring Shareholder shall have a right to acquire the Shares subject to the proposed assignment or transfer on the same final terms and conditions as were negotiated with the proposed assignee or transferee. In the event of a transfer that is not a Cash Transfer or involves other properties included in a wider transaction (package deal), the transferring Shareholder shall include in its notification to the non-transferring Shareholder a statement of the Cash Value of the Shares subject to the proposed assignment or transfer, and the non-transferring Shareholder shall have a right to acquire such Shares on the same final terms and conditions as were negotiated with the proposed assignee or transferee except that it shall pay the Cash Value in immediately available funds at the closing of the transfer in lieu of the consideration payable in the third party offer, and the terms and conditions of the applicable instruments shall be modified as necessary to reflect the acquisition of the Shares for cash. In the case of a package sale, the non-transferring Shareholder may acquire the Shares subject to the proposed package sale unless and until the completion of the wider transaction (as modified by the exclusion of properties subject to pre-emptive rights or excluded for other reasons) with the package sale transferee. If for any reason the package sale terminates without completion, the other Shareholder's right to acquire the Shares subject to the proposed package sale shall also terminate;

(c) for purposes of Article 8.4(2)(b), the Cash Value proposed by the transferring Shareholder in its notice shall be conclusively deemed correct unless the non-transferring Shareholder is a Disagreeing Shareholder and gives notice to the transferring Shareholder within ten (10) days of receipt of its notice stating that it does not agree with its statement of the Cash Value, stating the Cash Value the non-transferring Shareholder believes is correct and providing any supporting information that it believes is helpful. In such event, the transferring Shareholder and the Disagreeing Shareholder shall have fifteen (15) days in which to attempt to negotiate an agreement on the applicable Cash Value. If no agreement has been reached by the end of such fifteen (15)-day period, either the transferor or the Disagreeing Shareholder shall be entitled to refer the matter to an independent expert as provided in Articles 8.5 to 8.8 for determination of the Cash Value;

(d) if the determination of the Cash Value is referred to an independent expert and the value submitted by the transferring Shareholder is no more than five percent (5%) above the Cash Value determined by the independent expert, the value submitted by the transferring Shareholder shall be used for the Cash Value and the Disagreeing Shareholder shall pay all costs of the expert. If the value submitted by the transferring Shareholder is more than five percent (5%) above the Cash Value determined by the independent expert, the independent expert's value shall be used for the Cash Value and the transferring Shareholder shall pay all costs of the expert. Subject to the independent expert's value being final and binding in accordance with Articles 8.5 to 8.8, the Cash Value determined by the procedure shall be final and binding on the Shareholders; and

(e) once the Cash Value is determined under Article 8.4(2)(d) and subject to Article 8.4(2)(b), the transferring Shareholder shall be obligated to sell and the other Shareholder which has provided notice of its intention to purchase the transferring Shareholder's Shares pursuant to Article 8.4(2)(a) shall be obligated to buy the Shares at said value.

8.5 For any decision referred to an expert under Article 8.4(2), the Shareholders hereby agree that such decision shall be conducted expeditiously by an expert selected unanimously by the Shareholders. The expert is not an arbitrator of the dispute and shall not be deemed to be acting in an arbitral capacity.

8.6 A Shareholder desiring an expert determination shall give the Shareholders written notice of the request for such determination. If Shareholders are unable to agree upon an expert within ten (10) days after receipt of the notice of request for an expert determination, then, upon the request of any of the parties to the dispute, the International Centre for Expertise of the International Chamber of Commerce (ICC) shall appoint such expert and shall administer such expert determination through the ICC's Rules for Expertise.

8.7 The expert, once appointed, shall have no ex parte communications with any of the Shareholders concerning the expert determination or the underlying dispute. The Shareholders agree to cooperate fully in the expeditious conduct of such expert determination and to provide the expert with access to all facilities, books, records, documents, information and personnel necessary to make a fully informed decision in an expeditious manner.

8.8 Before issuing his final decision, the expert shall issue a draft report and allow the Shareholders to comment on it. The expert shall endeavour to make its determination or resolve the dispute within thirty (30) days (but no later than sixty (60) days) after his appointment, taking into account the circumstances requiring an expeditious determination or resolution of the matter in dispute. The expert's decision shall be final and binding on the parties to the dispute, subject to the provisions of the Agreement.

Art. 9. The death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of any Shareholder will not result in the dissolution of the Company.

Title III. - Management

Art. 10.

10.1 The Company is managed by the Company Board in accordance with the Companies Act, these Articles and the Agreement. The Company shall be governed by the Shareholders and the Company Board. The Shareholders and the Company Board shall have the authority set forth in the Articles or as otherwise provided by the applicable law or by the Agreement. The forum for the Shareholders to undertake decisions required of them shall be a General Meeting, except as otherwise set forth in the Agreement or these Articles. The forum for the Company Board to undertake decisions required of them shall be a meeting of the Company Board, except as otherwise set forth in the Agreement or these Articles. All powers not expressly reserved to the General Meeting by law, the Articles and/or the Agreement fall within the powers of the Company Board.

General Meeting

10.2 A General Meeting shall be convened at least once in each Calendar Year in accordance with the Articles and all other General Meetings may be convened at such other times as are permitted or required by the Articles.

10.3 All General Meetings shall be held in the Grand Duchy of Luxembourg, unless another location is agreed to by all the Shareholders; provided, however, that the General Meeting approving (i) the Annual Budget, (ii) the annual financial statements of the Company, and (iii) the allocation of the realised income between the Company and the Financing Branch, shall always be held in Luxembourg. Any Shareholder may participate in any General Meeting, except for the General Meeting approving (i) the Annual Budget, (ii) the annual financial statements of the Company, and (iii) the allocation of the realised income between the Company and the Financing Branch, by teleconference. Such teleconference should be initiated from Luxembourg and should allow all the Shareholders taking part in the General Meeting to be identified and to deliberate. The participation by a Shareholder in a General Meeting by teleconference shall be deemed to be a participation in person at such General Meeting and the General Meeting shall be deemed to be held at the registered office of the Company.

10.4 All General Meetings shall be convened by a notice from the chairman of the Company Board. Such notice shall be given to each Shareholder at its address for service in the records of the Company not less than thirty (30) days prior to the proposed date of such General Meeting, stating the date, time and place of such meeting. Such notice shall also include the following:

- (a) a list of the agenda items to be addressed at the meeting; and
- (b) in respect of each agenda item, an indication of whether a resolution is to be proposed for adoption or other voting action is to be taken.

Any papers relevant to particular matters to be considered at such meeting shall be circulated simultaneously with the notice of such General Meeting. Any decision of the Shareholders adopted at a General Meeting that was not convened in accordance with the notice requirements set forth in this Article 10.4 shall be null and void unless it is subsequently ratified by all the Shareholders. For the avoidance of doubt, any of the notice requirements set forth in this Article 10.4 may be waived by a unanimous decision of the Shareholders.

10.5 The quorum required for General Meetings shall be the Shareholders representing a majority of the share capital of the Company present (in person or by teleconference) or represented by proxy; provided, however, if a quorum is not present at the time appointed for a duly-convened General Meeting due to the absence of a representative of either Rosneft Shareholder or ExxonMobil Shareholder, then such General Meeting shall be reconvened by registered letters and held five (5) Business Days following the date of such adjournment (unless another date is agreed to by all the Shareholders). Failure to constitute a quorum at such rescheduled duly-convened General Meeting shall be deemed a Deadlock Event and shall be resolved in accordance with the terms of the Agreement.

10.6 Voting on Shareholder resolutions shall take place as follows:

- (a) until the end of the Agreed Exploration Project Expenses Carry Period, all decisions of the Shareholders shall be determined pursuant to an Extraordinary Resolution of the Shareholders; and
- (b) after the end of the Agreed Exploration Project Expenses Carry Period, only Extraordinary Shareholder Matters shall be determined pursuant to an Extraordinary Resolution of the Shareholders and all other decisions shall be determined pursuant to an Ordinary Resolution of the Shareholders.

10.7 The chairman of the Company Board shall make a record of each proposal voted on and the results of such voting at each General Meeting. Each Shareholder or its representative shall sign and be provided a copy of such record at the end of such General Meeting, and it shall be considered the final record of the decisions of the Shareholders at such General Meeting.

10.8 Resolutions of the Shareholders may also be adopted without a General Meeting by means of entry in the Company's minute book and signed by the Shareholders entitled to vote thereon.

Company Board

10.9 The Company Board is composed of five (5) individuals (each, a “Company Manager”), each of whom shall be appointed by the Shareholders as provided in this Article 10.9. Rosneft Shareholder shall have the right, from time to time, to propose the appointment of three (3) individuals as Company Managers (each such Company Manager, a “Class A Company Manager”) and ExxonMobil Shareholder shall have the right, from time to time, to propose the appointment of two (2) individuals as Company Managers (each such Company Manager, a “Class B Company Manager”).

10.10 Each Shareholder shall have the right at any time to propose the (i) removal of a Company Manager appointed upon the proposal of such Shareholder; and (ii) appointment of an individual to fill one of its allotted Company Manager positions should a vacancy in such position be created (i.e., by death, resignation or removal of any of the Company Managers). Each proposal to appoint or remove a Company Manager shall be made by giving prior written notice thereof to the other Shareholder.

10.11 Any change in the number or reallocation of the Company Manager positions shall be approved by an Extraordinary Resolution of the Shareholders.

10.12 A Company Manager shall be appointed by the Company Board as chairman of the Company Board upon the proposal of the Class A Company Managers.

10.13 The chairman of the Company Board shall have the authority delegated to such chairman by the Company Board.

10.14 The Company Board shall meet at least semi-annually and at such other times as the chairman of the Company Board or any Company Manager may request. All meetings of the Company Board shall be held in the Grand Duchy of Luxembourg, unless another location is agreed to by all the Company Managers.

10.15 Any Company Manager may act at a meeting of the Company Board by appointing in writing or by telefax or electronic mail (e-mail) another Company Manager as his/her proxy. Proxies, if any, will remain attached to the minutes of the relevant meeting. Any Company Manager may also participate in a meeting of the Company Board by teleconference allowing all the Company Managers taking part in the meeting to be identified and to deliberate. The participation by a Company Manager in a meeting by teleconference shall be deemed to be a participation in person at such meeting and the meeting shall be deemed to be held at the registered office of the Company. The decisions of the Company Board will be recorded in minutes to be held at the registered office of the Company and to be signed by the Company Managers attending.

10.16 All meetings of the Company Board shall be convened by a notice from the chairman of the Company Board. Such notice is to be given to each Company Manager at his/her address for service in the Company records not less than thirty (30) days prior to the proposed date of such meeting, stating the date, time and place of the meeting. Such notice shall include the following:

- (a) a list of the agenda items to be addressed at the meeting; and
- (b) in respect of each agenda item, an indication of whether a resolution is to be proposed for adoption or other voting action is to be taken.

Any papers relevant to particular matters to be considered at such meeting shall be circulated simultaneously with the notice of such meeting. Any resolution of the Company Board adopted at a meeting that was not convened in accordance with the notice requirements set forth in this Article 10.16 shall be null and void unless it is subsequently ratified by all the Company Managers. For the avoidance of doubt, any of the notice requirements set forth in this Article 10.16 may be waived by a unanimous decision of the Company Managers.

10.17 The quorum for a meeting of the Company Board for the purposes of any Extraordinary Company Board Matter shall be a majority of the Company Managers present (in person or by teleconference) or represented by proxy and shall include at least one (1) Class B Company Manager. If a quorum is not present due to the absence of a Class A Company Manager or a Class B Company Manager at the time appointed for a duly-convened meeting of the Company Board, the agenda of which includes any Extraordinary Company Board Matter, then such meeting of the Company Board shall be adjourned and held five (5) Business Days following the date of such adjournment (unless another date is agreed to by at least one (1) Class A Company Manager and at least one (1) Class B Company Manager), and a failure of the Company Board to constitute a quorum at such rescheduled duly-convened meeting of the Company Board shall be deemed a Deadlock Event (as this term is defined in the Agreement) and referred by any Company Manager to a General Meeting of the Shareholders.

10.18 The quorum for meetings of the Company Board, the agenda of which does not include any Extraordinary Company Board Matter, shall be a majority of the Company Managers, present (in person or by teleconference) or represented by proxy, and shall include at least one (1) Class B Company Manager. If a quorum is not present due to the absence of a Class A Company Manager or a Class B Company Manager at the time appointed for a duly-convened meeting of the Company Board, the agenda of which does not include any Extraordinary Company Board Matter, then such meeting of the Company Board shall be adjourned and held five (5) Business Days following the date of such adjournment, and a quorum for such adjourned meeting of the Company Board shall be a simple majority of the Company Managers, present (in person or by teleconference) or represented by proxy.

10.19 Notwithstanding Articles 10.17 and 10.18 above, if the agenda of any meeting of the Company Board includes more than one item, some of which are Extraordinary Company Board Matters while others are not, and such meeting was reconvened pursuant to Articles 10.17 or 10.18 above, then the quorum for any such reconvened meeting of the

Company Board shall be determined separately for each item of the agenda of such reconvened meeting in accordance with Articles 10.17 or 10.18 above, as applicable.

10.20 Company Manager voting shall take place as follows:

(a) notwithstanding anything in the Articles to the contrary, until the end of the Agreed Exploration Project Expenses Carry Period all resolutions of the Company Board shall require an Extraordinary Resolution of the Company Board;

(b) during the period from the end of the Agreed Exploration Project Expenses Carry Period until the commencement of Commercial Production, resolutions of the Company Board on Extraordinary Company Board Matters shall require an Extraordinary Resolution of the Company Board and resolutions on all other matters shall require an Ordinary Resolution of the Company Board; and

(c) after the commencement of Commercial Production, resolutions of the Company Board on Extraordinary Company Board Matters shall require an Extraordinary Resolution of the Company Board and resolutions on all other matters shall require an Ordinary Resolution of the Company Board.

10.21 In lieu of a meeting, any Company Manager may submit any proposal to the Company Board for a vote by notice. The proposing Company Manager shall notify the chairman of the Company Board who shall give each Company Manager notice describing the proposal so submitted and whether the chairman of the Company Board considers such operational matter to require urgent determination. The chairman of the Company Board shall include with such notice adequate documentation in connection with such proposal to enable the Company Managers to make a decision. Each Company Manager shall communicate his/her vote by notice to the chairman of the Company Board and the other Company Managers within one of the following appropriate time periods after receipt of notice by such Company Manager:

(a) forty-eight (48) hours in the case of operations which involve matters which are of an urgent nature to the extent duly justified by the circumstances evidenced to the Company Managers; and

(b) fifteen (15) days in the case of all other proposals.

10.22 Except in the case of Article 10.21(a), any Company Manager may, by notice delivered to all the Company Managers within five (5) days of receipt of the notice of the chairman of the Company Board, request that the proposal be decided at a meeting rather than by notice. In such an event, that proposal shall be decided at a meeting duly called for that purpose.

10.23 Any Company Manager failing to communicate his/her vote in a timely manner shall be deemed to have voted against such proposal.

10.24 If a meeting is not requested, then at the expiration of the appropriate time period, the chairman of the Company Board shall give each Company Manager a confirmation notice stating the tabulation and results of the vote. Any resolution of the Company Board outside a meeting shall be passed by the affirmative vote of all the Company Managers.

10.25 For the avoidance of doubt, the requirements relating to written resolutions set forth in Articles 10.21 - 10.24, except for the requirement that the affirmative vote of all the Company Managers shall be required for any resolutions taken outside a meeting, may be waived by a unanimous decision of all the Company Managers.

10.26 Any agreements or other binding documents intended to implement any resolution of the Shareholders or the Company Board shall require (i) the joint signature of at least one (1) Class A Company Manager and at least one (1) Class B Company Manager; or (ii) the joint signatures or the sole signature of any Person(s) to whom such signatory power has been specifically granted by an Extraordinary Resolution of the Company Board, for such agreement or binding document, provided, however, that, (x) no Company Manager shall sign any agreement or document which does not comply with any decision of the Shareholders, any resolution of the Company Board or the policies of the Company; and (y) for the avoidance of doubt, none of the Company Managers shall be authorised to either undertake any actions or execute any resolutions or agreements on behalf of the Company except as set forth in this Article 10.26.

The Shareholders shall be obliged to amend the Articles to adapt signing powers of the Company Managers if this is required pursuant to the Agreement.

10.27 Each Company Manager shall carry out his/her functions consistent with the following fundamental business principles:

- (1) ethical behaviour and strong business controls;
- (2) unwavering commitment to operations integrity;
- (3) disciplined efficient use of capital;
- (4) continuous focus on cost management;
- (5) commitment to develop the highest quality, motivated, diverse workforce; and
- (6) commitment to technology leadership.

Art. 11. In addition to the other Extraordinary Shareholder Matters listed in Article 7 and Article 10 herein, the Extraordinary Shareholder Matters are as follows:

(1) Amendments to the formation documents (articles, bylaws) establishing the Company, the Operator and their branches, including those related to the scope of the Company's business;

(2) Establishment of additional subsidiaries or branches of the Company;

- (3) Issuance of the Company's shares, including issuance of new shares or a new class of shares;
- (4) Amendment to the share capital of the Company;
- (5) Liquidation, merger or amalgamation of the Company;
- (6) Amendments to the funding obligations of the Shareholders;
- (7) Obtaining a third party financing for the Project and any material amendments thereto;
- (8) Resolutions to amend or terminate any of the Final Agreements (as defined in the Agreement) to which the Company is a party;
- (9) Approval of the Annual Budget (which includes both capital and operating components);
- (10) Approval of amendment to the Annual Budget which materially changes its scope or involves expenditure greater than ten percent (10%) of such Annual Budget;
- (11) Final investment decision(s) for the Project;
- (12) Approval of the Company annual accounts and authorisation of dividends or other cash distributions by the Company;
- (13) Resolutions regarding performance by the Company of business outside the scope of its business as set forth in the Final Agreements;
- (14) Resolution of any Deadlock Event (as defined in the Agreement) that has occurred at a meeting of the Company Board;
- (15) Determination that a discovery is a Commercial Discovery (as defined in the Agreement);
- (16) Approval of Development Plan(s) (as defined in the Agreement) (including, inter alia, development concept selection, cost estimating basis and schedule estimating basis);
- (17) Appointment or removal of the auditors of the Company;
- (18) Approval of the final legal and tax structure of the Marketing Company (as defined in the Agreement) and any change to the scope of its marketing activity;
- (19) Modification of the Discovery Area (as defined in the Agreement);
- (20) Consent to assignment of ownership to intellectual property rights in the Venture Information to a Shareholder or the Operator (as these terms are defined in the Agreement and subject to its terms);
- (21) Approval of the Company's and/or the Operator's acquisition of, or entrance into long-term lease arrangements for, logistical assets downstream of the Delivery Point (as this term is defined in the Agreement) (including tankers and other vessels, terminals and pipelines), with the exception of charters and operating leases of less than six (6) months;
- (22) Approval of: (i) the establishment of the Financing Branch, (ii) the regulations for the Financing Branch, (iii) the appointment of two managers of the Financing Branch, and (iv) the location of the Financing Branch office;
- (23) Other matters which, as a matter of the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, must fall under the competence of the General Meeting.

Art. 12. In addition to the other Extraordinary Company Board Matters listed in Article 10 herein, the Extraordinary Company Board Matters are as follows:

- (1) Approval and amendment of accounting principles, policies and procedures of the Company, and any material amendment thereto;
- (2) Approval and amendment of strategies and procedure applicable to corporate governance, business practices and operating policies of the Company;
- (3) Approval and amendment of the banking principles, policies and procedures of the Company, including those relating to opening and closing bank accounts of the Company, and any material amendment thereto;
- (4) Disposal of assets owned by the Company having a value in excess of one million U.S. dollars (\$1,000,000) in accordance with the Company's balance sheet;
- (5) Approval of the annual hydrocarbons marketing plan in relation to the hydrocarbons as further detailed in the Agreement;
- (6) Entry into, amendment or termination by the Company of any transaction (other than hydrocarbon sales) (i) with respect to the agreements to which either Rosneft, ExxonMobil or any of their respective Affiliates is a party, having a value in excess of one million U.S. dollars (\$1,000,000), (ii) with respect to the agreements to which a Person that is not an Affiliate of Rosneft or ExxonMobil is a party, having a value in excess of (A) five million U.S. dollars (\$5,000,000) during any period of exploration, (B) ten million U.S. dollars (\$10,000,000) during any period of development and (C) five million U.S. dollars (\$5,000,000) for any non-competitively bid contracts and (iii) any contract which is to be awarded without strict adherence to the procurement policies and guidelines of the Operator;
- (7) Approval of personnel training and development plans for Company personnel including the deployment of the functional teams and progress on achieving long-term organisation capability milestones and staffing needs (as further detailed in the Agreement);
- (8) Establishing the Company's voting position at the general meetings of shareholders of subsidiary companies (including the meeting of shareholders of the Operator);

- (9) Delegation of any authorities set forth in this Article 12 from the Company Board;
- (10) Resolution of any Deadlock Event that has occurred at a meeting of the board of managers of the Operator;
- (11) Adoption of and any changes to the Foundation Business Policies (as defined in the Agreement);
- (12) Adoption of and any changes to the internal rules determining the procedure for internal endorsement by the management personnel of the Company of contracts to be executed by the Company, which are related to the area of the Company's activities for which such management personnel is responsible;
- (13) Appointment of any manager of the Financing Branch;
- (14) Establishing a set of marketing reporting metrics to be provided on a monthly, quarterly and annual basis to the Shareholders by the Marketing Company (as defined in the Agreement);
- (15) Approval of the Marketing Company Staffing Plan (as defined in the Agreement), and any changes thereto; and
- (16) Approving the table of financial authorities for the Agreed Exploration Project Expenses Carry Period.

Title IV. - Financial year - Accounts - Audit - Liquidation

Art. 13. The Company's financial year runs from the first day of January of one year to the thirty first day of December of the same year.

Art. 14.

14.1 Each year as of the thirty-first day of December, the Company Board will draw up a balance sheet, which will contain a record of all movable and immovable property and obligations of the Company. The Company shall maintain its statutory accounts, books and records in the English language and in U.S. Dollars and in such other language and currency as may be required by applicable law. The management accounts of the Company and any of its branch offices shall be prepared in the English language and in U.S. Dollars. The accounting books of the Company shall be kept at the registered office of the Company in Luxembourg.

14.2 Subject to confidentiality limitations and such other restrictions as the Shareholders may from time to time agree, the Shareholders and their respective auditors and Company Managers shall have full access to the accounts, books and all records of the Company and its respective branch offices at all reasonable times.

14.3 The Shareholders shall appoint a firm of independent accountants (i) qualified to do business in the Grand Duchy of Luxembourg and (ii) belonging to a group of reputable internationally recognised firms of independent auditors (including at least one firm qualified to do business in the Russian Federation) to serve as the auditor of the Company.

14.4 The auditors of the Company appointed pursuant to Article 14.3 above, shall have full access to the books and records of the Company and shall audit the accounts and activities of the Company annually. Such auditors shall provide the Company and the Shareholders with an audit report within thirty (30) days after the end of each year, and shall undertake, as part of their responsibilities to the Company, to provide any information reasonably requested of them by the Shareholders subject to Article 14.2 above.

Art. 15. In the event of dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or more liquidators.

Transitory disposition

The first financial year shall begin on the day of incorporation of the Company and shall end on 31 December 2014.

Subscription - Payment

The articles of association having thus been established, the Shareholders hereby declare that they subscribe to all the thirty thousand (30,000) Ordinary Shares and three hundred (300) Class A Preferred Shares of the Company, having a par value of one U.S. Dollar (USD 1) each, as follows:

ExxonMobil Shareholder:	ten thousand (10,000) Ordinary Shares; and one hundred (100) Class A Preferred Shares.
Rosneft Shareholder:	twenty thousand (20,000) Ordinary Shares; and two hundred (200) Class A Preferred Shares.
Total:	<u>thirty thousand (30,000) Ordinary Shares; and three hundred (300) Class A Preferred Shares.</u>

All the Shares have been fully paid up by the Shareholders by way of contributions in cash in an aggregate amount of thirty thousand three hundred U.S. Dollars (\$30,300), so that the amount of thirty thousand three hundred U.S. Dollars (\$30,300) paid by the Shareholders is from now on at free disposal of the Company, evidence thereof having been given to the undersigned notary and the notary expressly bears witness to it.

Shareholders' resolutions

Immediately after the incorporation of the Company, the Shareholders, representing the entire share capital of the Company, take the following resolutions:

- The following persons are appointed as members of the Company Board, with effect as of the date hereof and for an unlimited period of time:

* Timofey STRELTSOV, born on 2 December 1968 in Sakhalin Region (USSR), with professional address at 26/1, Sofiyskaya Embankment, 117997, Moscow (Russia), as class A manager;

* Grigory BONDARENKO, born on 16 February 1963 in Kharkov (USSR), with professional address at 26/1, Sofiyskaya Embankment, 117997, Moscow (Russia), as class A manager;

* Rostislav LATYSH, born on 20 March 1973 in Ivano-Frankovsk (USSR), with professional address at 26/1, Sofiyskaya Embankment, 117997, Moscow (Russia), as class A manager;

* James J. ZULLIG, born on 3 March 1955 in New Jersey (USA), with professional address at 233 Benmar Drive, Houston, Texas 77060-3105 (USA), as class B manager; and

* James K. FLOOD, born on 15 April 1957 in Furth (Germany), with professional address at 17001 Northchase Drive, Houston, Texas 77060-2135 (USA), as class B manager;

- Ernst & Young, société anonyme, having its registered office in L-5365 Munsbach, 7, rue Gabriel Lippmann (RCS Luxembourg B 47771), is appointed as external auditor of the Company, with effect as of the date hereof and until the approval of the annual accounts of the Company for the financial year ending on 31 December 2014; and

- the address of the registered office of the Company is set at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg.

Valuation and costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with the above matters, have been estimated at EUR 1,500.-.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the date mentioned at the beginning of this document.

The deed having been read to the appearing persons, known to the notary by surname, first name, civil status and residence, the said persons appearing signed together with the notary the present deed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a German translation. On request of the same appearing persons and in case of discrepancies between the English and the German text, the English version shall prevail.

Folgt die deutsche Übersetzung des vorhergehenden Textes:

Im Jahr zweitausendundvierzehn, am sechsten März.

Erschienen die folgenden vor Me Henri HELLINCKX, einem Notar mit Sitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Sind erschienen:

die EXXONMOBIL RUSSIA SOUTH CHUKCHI SEA HOLDINGS B.V., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (limited liability company) nach dem Recht der Niederlande mit der Registrierungsnummer 58144595 und Sitz in der Graaf Engelbertlaan 75, 4837DS Breda, Niederlande, eingetragen im Register der Niederländischen Handelskammer, und vertreten durch Herrn Christophe BALTHAZAR, beruflich wohnhaft in Luxemburg, aufgrund einer Vollmacht vom 3. März 2014 sowie

die ROSNEFT JV PROJECTS S.A., eine nach den Gesetzen des Grossherzogtums Luxemburg gegründete und bestehende Aktiengesellschaft (société anonyme) mit der Registrierungsnummer B 167491 und eingetragenem Sitz in der 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg, vertreten durch Herrn Jean-Marie POOS, beruflich wohnhaft in Luxemburg, aufgrund einer Vollmacht vom 28. Februar 2014.

Die Vollmachten sind nach ihrer ne varietur Unterzeichnung durch die Bevollmächtigten der Anteilseigner und dem unterzeichnenden Notar im Anhang dieser Urkunde aufzubewahren, um dann bei den registrierenden Behörden eingereicht zu werden.

Die wie o.a. vertretenen Anteilseigner haben den Notar gebeten, den folgenden Gesellschaftsvertrag einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) aufzusetzen, deren Errichtung sie erklärten:

Titel I. - Definitionen - Ernennung - Eingetragener Sitz - Zweck - Dauer

Art. 1. Die in diesem Gesellschaftsvertrag verwendeten Wörter und Wendungen haben folgende Bedeutung:

Verbundenes Unternehmen: bedeutet in Bezug auf einen Anteilseigner jede sonstige Person, die den jeweiligen Anteilseigner unmittelbar oder mittelbar kontrolliert, von ihm kontrolliert wird oder unter gemeinsamer Kontrolle mit ihm steht, wobei jedoch (a) die Gesellschaft, der Betreiber und das ARC (im Sinne der Vereinbarung) und ihre jeweiligen Tochtergesellschaften und (b) OJSC „ROSNEFTEGAZ“ (« »), die Russische Föderation und jede Person (unmittelbare und mittelbare Tochtergesellschaften von Rosneft ausgenommen), die entweder von OJSC „ROSNEFTEGAZ“ (« ») oder der Russischen Föderation kontrolliert wird, nicht als verbundene Unternehmen bzw. Tochtergesellschaften von Rosneft gelten.

Unterstützungsperiode (Carry Period) für vereinbarte Aufschlussprojektkosten: Zeit während der bestimmte vereinbarte Aufschlussprojektkosten (wie ausführlicher in der Vereinbarung bestimmt) allein vom Anteilseigner Exxon-Mobil getragen werden.

Vereinbarung: bedeutet die schriftliche Gründungsvereinbarung, die gelegentlich zwischen den Anteilseignern in Bezug auf die Gesellschaft besteht.

Jahresbudget: bedeutet das Jahresbudget der Gesellschaft.

Artikel: hat die in Artikel 2 gegebene Bedeutung.

Geschäftstag: jeder Tag außer Samstag, Sonntag oder gesetzlichen Feiertagen in der Russischen Föderation, im Großherzogtum Luxemburg, der Schweizerischen Eidgenossenschaft und den USA.

Kalenderjahr: ein Zeitraum von zwölf (12) Monaten, beginnend am 1. Januar und endend am darauf folgenden 31. Dezember.

Kapitalüberschuss: Beträge, die (a) der Gesellschaft von den Anteilseignern zugeschossen werden, ohne dass dafür Anteile ausgegeben werden und die (b) in den Konten der Gesellschaft dem Konto 'Zuschüsse ohne Anteile' (Konto 115 "Kapitalzuschüsse ohne Ausgabe neuer Anteile" im Luxemburger Standardkontenplan ab 10. Juni 2009) zugeteilt werden.

Bargeld-Übertragung: jede Übertragung, bei der die einzige Gegenleistung (außer der Übernahme von Verpflichtungen bezüglich der übertragenen Anteile) in der Form von Bargeld, Barwerten, Solawechseln oder zurückbehaltenen Anteilen (wie Förderungszahlungen) an den übertragenen Anteilen besteht.

Barwert: Anteil des gesamten Geldwertes (in U.S. Dollar) der vom beabsichtigten Empfänger angebotenen Gegenleistung (einschließlich Bargeld, sonstiger Vermögenswerte und Steuereinsparungen für den Übertragenden aus einem bargeldlosen Deal), die angemessenerweise den Anteilen zugeteilt werden sollten, deren Übertragung geplant ist.

Klasse A Geschäftsführer: hat die in Artikel 10.9 zugeschriebene Bedeutung.

Dividende auf Vorzugsstammanteile A: die aufgelaufene, aber nicht ausgeschüttete, nach Artikel 7.5 bestimmte Dividende der Vorzugsstammanteile A.

Vorzugsstammanteile A: hat die in Artikel 7.1 zugeschriebene Bedeutung.

Klasse B Geschäftsführer: hat die in Artikel 10.9 zugeschriebene Bedeutung.

Kommerzielle Förderung: hat die in der Vereinbarung genannte Bedeutung.

Companies Act: hat die in Artikel 2 zugeschriebene Bedeutung.

Gesellschaft: hat die in Artikel 2 zugeschriebene Bedeutung.

Geschäftsführung: die Geschäftsführung der Gesellschaft.

Geschäftsführer: hat die in Artikel 10.9 zugeschriebene Bedeutung.

Zuständige Behörde: bedeutet

- (a) jede nationale, regionale oder örtliche Regierungsbehörde und alle Ministerien und deren Abteilungen
- (b) jede Person, die Funktionen der Exekutive, Legislative, Judikative, von Aufsichts- oder Verwaltungsbehörden oder sich auf diese beziehende Funktionen ausübt (einschl. aller unabhängigen Regelungsinstanzen)
- (c) jede(s) sonstige Regierungseinrichtung, -instrument, -agentur, -behörde, -gericht oder -unternehmen
- (d) jede(r) sonstige Einrichtung, Ausschuss oder Kommission unter der mittelbaren oder unmittelbaren Kontrolle einer Regierung oder
- (e) jedes im Regierungseigentum oder unter dessen Kontrolle stehende kommerzielle Unternehmen.

Kontrolle: bedeutet unmittelbar oder mittelbar über eine oder mehrere zwischengeschaltete Stellen: (a) das wirtschaftliche Eigentum an mehr als fünfzig Prozent (50 %) der Stimmrechte, die im Rahmen einer Jahreshauptversammlung (bzw. einer gleichwertigen Veranstaltung) der betroffenen Person ausgeübt werden dürfen oder, wenn keine solche Rechte vorliegen, Eigentum an mehr als fünfzig Prozent (50 %) der Kapitalbeteiligung dieser Person oder (b) die Befähigung, die Geschäftsführung oder Richtlinien dieser Person gemäß einer schriftlichen Vereinbarung anzuweisen oder das Recht, den Geschäftsführer oder ähnlichen leitenden Mitarbeiter zu ernennen,

und „kontrolliert“ und „kontrolliert werden“ wird entsprechend ausgelegt.

Protestierender Anteilseigner: Anteilseigner, der dem übertragenden Anteilseigner gemäß Artikel 8.4(2)(c) mitteilt, dass er dem Barwert der von einer Übertragung betroffenen Anteile nicht zustimmt.

Dividendsatz: ein dem LIBOR, wie zwei (2) Geschäftstage vor dem ersten Kalendertag jedes Kalenderjahres berichtet, entsprechender Jahressatz plus zweieinhalb Prozent (2,5 %).

Eigenkapitalanteil: bezüglich eines Anteilseigners der prozentuale Anteil, den die Gesamtheit der von ihm gehaltenen Anteile an allen im Eigentum aller Anteilseigner stehenden Anteile der Gesellschaft ausmacht.

Außerordentliche Angelegenheiten für die Geschäftsführung: die in diesen Artikeln aufgelisteten Angelegenheiten, die gemäß einem Außerordentlichen Beschluss der Geschäftsführung zu entscheiden sind.

Außerordentlicher Beschluss: ein Außerordentlicher Beschluss der Anteilseigner oder ein Außerordentlicher Beschluss der Geschäftsführung, je nach Kontext.

Außerordentlicher Beschluss der Geschäftsführung: ein Beschluss der Geschäftsführung, der mindestens mit der einfachen Mehrheit der Geschäftsführer, einschließlich mindestens einem (1) Klasse B Geschäftsführer, gefasst wird.

Außerordentlicher Beschluss der Anteilseigner: ein einstimmiger Beschluss der Hauptversammlung.

Außerordentliche Angelegenheit für Anteilseigner: die in diesen Artikeln aufgelisteten Angelegenheiten, die gemäß einem Außerordentlichen Beschluss der Anteilseigner zu entscheiden sind.

ExxonMobil: die ExxonMobil Oil Corporation, ein nach den Gesetzen des US-Bundesstaats New York, USA, gegründetes und bestehendes Unternehmen.

Anteilseigner ExxonMobil: beutet ExxonMobil Russia South Chukchi Sea Holdings B.V., eine nach dem Recht der Niederlande gegründete und bestehende Gesellschaft mit beschränkter Haftung (limited liability company) mit Registrierungsnummer 58144595 und Sitz in Graaf Engelbertlaan 75, 4837DS Breda, Niederlande, bei der Niederländischen Handelskammer eingetragen.

Finanzierungsfiliale: die Schweizer Finanzierungsfiliale der Gesellschaft.

Hauptversammlung: jede Hauptversammlung der Anteilseigner der Gesellschaft.

Behördliche Genehmigungen: bezüglich einer Person (a) jegliche Ermächtigung, Zustimmung, Genehmigung, Lizenz, Entscheidung, Erlaubnis, Zertifizierung, Ausnahme, Beantragung, Abweichung, Befehl, Urteil, Dekret oder Veröffentlichung von, durch oder bei, (b) Mitteilung an, (c) Erklärung von, durch oder bei oder (d) Anmeldung durch oder bei eine (r) zuständigen Behörde, die eine solche Person beschaffen oder ausführen muss.

LIBOR: hat die in der Vereinbarung festgelegte Bedeutung.

Betreiber: bedeutet Yuzhchukmorneftegaz SARL, eine nach den Gesetzen des Grossherzogtums Luxemburg als Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) gegründete und eingetragene hundertprozentige Tochter der Gesellschaft zur Umsetzung des Projekts.

Stammdividende: Auf Stammanteile gezahlte Dividende.

Ordentlicher Beschluss der Geschäftsführung: ein von der Geschäftsführung mit einfacher Mehrheit der Geschäftsführer gefasster Beschluss.

Ordentlicher Beschluss der Anteilseigner: ein von der Hauptversammlung mit einfacher Mehrheit der die Mehrheit der Anteile an der Gesellschaft vertretenden Anteilseigner gefasster Beschluss.

Stammanteile: gewöhnliche Anteile (oder Stammanteile) an der Gesellschaft.

Person: bedeutet jede natürliche Person, Firma, Gesellschaft, Personengesellschaft, Gesellschaft mit beschränkter Haftung, jedes Treuhandverhältnis, Joint Venture oder sonstige juristische Person.

Vorzugsdividende: Dividende auf Vorzugsstammanteile A.

Vorzugsstammanteile: bezieht sich auf A-Vorzugsstammanteile und sonstige von der Gesellschaft ausgegebene Vorzugsstammanteile.

Gewinn: Gesamteinnahmen minus Betriebskosten, gezahlte Zinsen, Amortisierung und Steuern für einen bestimmten Zeitraum.

Projekt: hat die in Artikel 5.3 zugeschriebene Bedeutung.

Rosneft: Rosneft Oil Company, eine nach den Gesetzen der Russischen Föderation gegründete und bestehende Aktiengesellschaft (joint-stock company).

Anteilseigner Rosneft: Rosneft JV Projects S.A., ein nach den Gesetzen des Grossherzogtums Luxemburg gegründetes und bestehendes Unternehmen mit der Registrierungsnummer B 167491 und Sitz in 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg.

Anteile: steht insgesamt für Stamm- und Vorzugsstammanteile.

Anteilseigner: steht für die Anteilseigner Rosneft und die Anteilseigner ExxonMobil.

US-Dollar oder US\$: steht für die offizielle Währung der Vereinigten Staaten von Amerika.

Großgeschriebene Worte und Begriffe, die in diesen Artikeln nicht definiert sind, haben die ihnen in der Vereinbarung zugewiesene Bedeutung.

Art. 2. Es wird hiermit eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) (die „Gesellschaft“) entsprechend den für eine solche Einrichtung geltenden Gesetzen gegründet, insbesondere dem Luxemburgischen Gesetz vom 10. August 1915 zu kommerziellen Unternehmen in seiner novellierten Fassung („Companies Act“) und diesem Gesellschaftsvertrag („Satzung“).

Art. 3. Das Unternehmen trägt die Bezeichnung "Yuzhchukmorneftegaz Holding SARL".

Art. 4.

4.1 Der eingetragene Sitz der Gesellschaft ist in der Gemeinde Luxembourg.

4.2 Mit Beschluss der Hauptversammlung kann der Sitz jederzeit an einen anderen Ort im Grossherzogtum Luxemburg verlegt werden.

4.3 Die Gesellschaft kann sowohl Büros als auch Niederlassungen im Grossherzogtum Luxemburg sowie im Ausland haben.

Art. 5.

5.1 Eines der Ziele der Gesellschaft ist der Erwerb von Beteiligungen an Gesellschaften und Unternehmen jeglicher Art in Luxemburg und im Ausland sowie die Verwaltung dieser Beteiligungen. Die Gesellschaft kann insbesondere durch

Zeichnung, Kauf und Tausch oder auf jede sonstige Weise Aktien, Anteile und sonstige Beteiligungspapiere, Anleihen, Schuldscheine, Einlagenzertifikate und sonstige Schuldtitel und, im allgemeineren Sinn, Wertpapiere und Finanztitel erwerben, die von einer Körperschaft der öffentlichen Hand oder einem Privatunternehmen ausgegeben werden. Sie kann sich an der Schaffung, Entwicklung, Verwaltung und Kontrolle anderer Gesellschaften oder Unternehmen beteiligen. Darüber hinaus kann sie in den Erwerb und die Verwaltung eines Portfolios von Patenten oder sonstigen Rechten des geistigen Eigentums jeglicher Art oder jeglichen Ursprungs investieren.

5.2 Die Gesellschaft kann auf beliebige Art Darlehen aufnehmen, wobei Börsengänge ausgenommen sind. Sie kann ausschließlich im Rahmen einer Privatplatzierung festverzinsliche Wertpapiere, Anleihen und sonstige jegliche Art von Schuld- und Dividendenpapieren ausgeben. Sie kann Gelder, insbesondere die Erlöse aus Darlehen, an ihre Tochtergesellschaften, verbundene Unternehmen und sonstige Unternehmen verleihen. Die Gesellschaft kann Garantien und Bürgschaften für Dritte zur Absicherung von deren Verpflichtungen und denen von Unternehmen leisten, an denen die Gesellschaft mittelbar oder unmittelbar beteiligt ist oder in die sie investiert hat, sowie an Unternehmen, die zum gleichen Konzern wie die Gesellschaft gehören, und sie kann solchen Unternehmen jegliche Art von Unterstützung wie unter anderem bei Management und Entwicklung solcher Unternehmen und von deren Portfolio, finanzielle Unterstützung, Darlehen, Vorschüsse oder Bürgschaften, bieten. Sie kann all ihre oder Teile ihrer Vermögenswerte verpfänden, übertragen, belasten oder anderweitig mit Sicherheiten belegen. Vorsorglich sei darauf hingewiesen, dass die Gesellschaft ohne die erforderliche Befugnis keine Aktivitäten im Finanzsektor tätigen darf, die aufsichtbehördlich geregelt sind.

5.3 Zweck der Gesellschaft ist auch die Durchführung aller Transaktionen, die mittelbar oder unmittelbar mit Verwaltung, Management, Kontrolle und Entwicklung ihrer Beteiligung an Tochterfirmen (einschl. des Betreibers) zusammenhängen, und insbesondere die mittelbare oder unmittelbare Umsetzung eines Gemeinschaftsprojekts mit seismischen Untersuchungen, geologischem Aufschluss, Einschätzung, Erschließung, Förderung, Zurverfügungstellung, Kauf und Verkauf von Kohlenwasserstoffen aus dem unterirdischen Gebiet von Yuzhno-Chukotskiy auf dem Boden des Tschuktschensees, sowie alle Marketingaktivitäten im Zusammenhang mit den dort geförderten Kohlenwasserstoffen („Projekt“).

5.4 Zur Förderung der Umsetzung des Projekts

(1) kann die Gesellschaft ihre Mittel zur Errichtung, zur Führung, zur Entwicklung und zur Verfügung über ihre jeweils bestehenden Vermögenswerte, zum Erwerb, zur Investition in und zur Verfügung über alle Arten von dinglichem und ideellem, beweglichem oder unbeweglichem Besitzgut verwenden, und zwar einschließlich für ihr Aktienportfolio (zur Klarstellung: auch Obligationen) jeglichen Ursprungs, zur Teilnahme an der Gründung, Akquisition, Entwicklung und Kontrolle jeglicher Unternehmen, zum Erwerb von Wertpapieren auf dem Weg der Beteiligung, Zeichnung, Übernahme oder Option und zu deren Flüssigmachung durch Verkauf, Übertragung, Tausch oder anderweitig,

(2) kann die Gesellschaft auf eigene Rechnung Liegenschaften im Grossherzogtum oder im Ausland kaufen und verkaufen und kann damit zusammenhängende Aktivitäten durchführen, wie das mittelbare oder unmittelbare Halten von Beteiligungen an Luxemburgischen oder ausländischen Unternehmen, Investitionsinstrumenten jeglicher Art (einschl. Teilhaberschaft mit beschränkter Haftung oder ähnliche Strukturen), deren Hauptzweck mittelbare oder unmittelbare(r) Erwerb, Erschließung, Verkaufsförderung, Verkauf, Management und/oder Leasing von Liegenschaften ist,

(3) kann die Gesellschaft kommerzielle, industrielle, finanzielle, personelle und Liegenschaftstätigkeiten betreiben, die mittelbar oder unmittelbar mit dem Zweck der Gesellschaft verbunden sind oder dessen Entwicklung begünstigen können.

Art. 6. Die Gesellschaft wird für unbegrenzte Dauer begründet.

Titel II. - Kapital - Anteile - Kapitalüberschuss - Rücklagen

Art. 7.

7.1 Das Stammkapital der Gesellschaft ist auf dreissigtausenddreihundert U.S. Dollar (USD 30.300) festgelegt, die sich wie folgt aufteilen:

- (1) dreissigtausend (30.000) Stammanteile; und
- (2) dreihundert (300) Vorzugsstammanteile A, mit einem Wert von je einem U.S. Dollar (USD 1), die alle gezeichnet und voll eingezahlt sind.

7.2 In Bezug auf die Gesellschaft sind die Anteile unteilbar, und es ist nur ein Eigner pro Anteil zulässig. Gemeinsame Eigner müssen einen einzigen Stellvertreter gegenüber der Gesellschaft ernennen.

7.3 Ein Betrag von fünf (5%) des jährlichen Gewinns der Gesellschaft ist der vorgeschriebenen Rücklage der Gesellschaft zuzuführen, bis diese Rücklage zehn Prozent (10%) des Stammkapitals der Gesellschaft ausmacht.

7.4 Entsprechend den Bestimmungen der Vereinbarung ist der restliche Gewinn der Gesellschaft (nach Abzug des (ggf.) gesetzlichen Rücklagebetrages), wie folgt an die Anteilseigner auszuschütten, und zwar mindestens jeden 31. März, 30. Juni, 30. September und 31. Dezember jeden Kalenderjahres:

- (a) die Gesellschaft zahlt eine Dividende für Vorzugsstammanteile A und
- (b) vorausgesetzt, dass die gesamte Dividende für Vorzugsstammanteile A gezahlt ist, zahlt die Gesellschaft den Restbetrag, falls vorhanden, als Dividende auf Stammanteile.

7.5 Vom Datum der Ausgabe solcher Vorzugsstammanteile ab läuft auf jedem Vorzugsstammanteil A täglich eine kumulative Dividende auf, die dem Produkt aus Folgendem entspricht:

(a) Der Summe:

(A) vom Nennwert eines solchen Vorzugsstammanteils;

(B) vom Durchschnittsbetrag des Kapitalüberschusses auf während dieses Zeitraums ausstehenden Vorzugsstammanteilen; und

(C) vom Betrag der aufgelaufenen, aber nicht ausgeschütteten Dividende auf diese Vorzugsstammanteile;

(b) dem Dividendensatz; und

(c) der Anzahl der in dem Zeitraum abgelaufenen Kalendertage, geteilt durch dreihundertfünfundsechzig (365).

7.6 Für die Zwecke von Artikel 7.3 bis 7.5 gelten alle Vorzugsstammanteile als Stammanteile, sobald der für die betreffende Vorzugsstammanteileart zum Kapitalüberschuss beigetragene Betrag sowie die aufgelaufene, aber nicht ausgeschüttete Dividende auf diese Vorzugsstammanteile an die Anteilseigner zurückgezahlt ist.

7.7 In den Konten verbleibende Bargeldüberschüsse sind entsprechend den Prinzipien, Richtlinien und Verfahren der Gesellschaft betreffend Bankgeschäften, die durch Außerordentlichen Beschluss der Geschäftsführung von Zeit zu Zeit beschlossen und geändert werden können, zu investieren.

7.8 Entsprechend den geltenden Gesetzen und der Vereinbarung kann die Hauptversammlung beschließen, Zwischen dividenden auszuschütten.

7.9 Das ausgegebene Stammkapital der Gesellschaft kann jederzeit entsprechend einem Außerordentlichen Beschluss der Anteilseigner erhöht oder reduziert werden.

7.10 Sofern in der Vereinbarung vorgeschrieben, haben die Anteilseigner zusätzlich Bargeld als Kapitalüberschuss zuzuschießen (ausgenommen Stammkapital, das in Verbindung mit der Einführung neuer, von allen Anteilseignern genehmigten Anteilkategorien notwendig wird). Wenn nicht von allen Anteilseigner anderweitig beschlossen, wird jeder von einem Anteilseigner erbrachte Beitrag zum Kapitalüberschuss entweder den Stammanteilen oder einer bestimmten Kategorie von Vorzugsstammanteilen zugeschlagen, die der betreffende Anteilseigner hält, und diese berechtigen diesen Anteilseigner dann zum Empfang der entsprechenden, solchen Stammanteilen oder einer bestimmten Kategorie von Vorzugsstammanteile zuordenbaren Zahlungen, falls anwendbar.

7.11 Ein von den Anteilseignern zu den Stammanteilen zugeschossener Kapitalüberschuss ist an die Anteilseigner proportional zu den Stammanteilen zurückzuzahlen, und von einem Anteilseigner zu den Vorzugsstammanteilen zugeschossener Kapitalüberschuss wird entsprechend den Bestimmungen der Vereinbarung nur an den Anteilseigner zurückgezahlt, der solche Vorzugsstammanteile hält.

7.12 Von der Gesellschaft eingenommene Mittel sind für die Prioritäten zu verwenden, die in der Vereinbarung festgelegt sind.

Art. 8.

8.1 Solange die Gesellschaft mehrere Anteilseigner hat, muss die Übertragung von Anteilen inter vivos an Dritte durch Beschluss der Hauptversammlung genehmigt werden.

8.2 Unter Vorbehalt der erlaubten Übertragungen gemäß Artikel 8 dürfen Anteilseigner ihre Anteile ganz oder teilweise nur mit der vorherigen schriftlichen Zustimmung der anderen Anteilseigner abtreten, übertragen oder anderweitig über diese verfügen (und dürfen dies auch nicht versuchen).

8.3 Nach Artikel 8.1 kann Anteilseigner Rosneft jederzeit alle (und nicht nur einzelne) seiner Anteile auf jede mittelbar oder unmittelbar 100%ige Tochtergesellschaft von Rosneft übertragen, und Anteilseigner ExxonMobil kann jederzeit alle (und nicht nur einzelne) seiner Anteile auf jede mittelbar oder unmittelbar 100%ige Tochtergesellschaft von ExxonMobil übertragen.

8.4 Hat ein Anteilseigner einem anderen Anteilseigner nach Artikel 8.2 seine schriftliche Zustimmung zu Abtretung, Übertragung oder anderweitiger Verfügung über dessen Anteile gewährt, kann dieser Anteilseigner alle oder einige seiner Anteile wie folgt abtreten, übertragen oder anderweitig über diese verfügen; vorausgesetzt, die folgenden Bedingungen sind erfüllt:

(1) als Ergebnis einer solchen Übertragung muss jeder übertragende Anteilseigner und der Empfänger Anteile an der Gesellschaft in Höhe von mindestens zehn Prozent (10%) haben,

(2) dem nicht übertragenden Anteilseigner wird eine Option auf Ausübung des Vorkaufsrechts für die nach diesem Artikel 8.4 abzutretenden, zu übertragenden oder anderweitig zu verfügenden Anteile gewährt:

(a) wenn die Verhandlungen über die endgültigen Geschäftsbedingungen der entsprechenden Übertragung abgeschlossen sind, hat der übertragende Anteilseigner diese endgültigen Geschäftsbedingungen, soweit sie für den Erwerb der Anteile (und, falls zutreffend, für die Bestimmung des Barwerts der Anteile) relevant sind, dem anderen Anteilseigner in einer Benachrichtigung mitzuteilen, der eine Kopie aller Dokumente oder relevanten Teile von solchen beigefügt ist, aus denen diese Geschäftsbedingungen hervorgehen. Der andere Anteilseigner hat dann das Recht, die zu übertragenden Anteile zu den in diesem Artikel 8.4(2)(a) beschriebenen Geschäftsbedingungen zu erwerben, sofern der andere Anteilseigner innerhalb von dreißig (30) Tagen ab der entsprechenden Benachrichtigung dem übertragenden Anteilseigner eine Gegenmitteilung dahingehend macht, dass er diese Geschäftsbedingungen ohne Vorbehalte oder Bedingungen (nach Artikel 8.4(2)(c) und 8.4(2)(d), falls zutreffend) annimmt. Macht der nicht übertragende Anteilseigner keine solche Gegenmitteilung, kann der übertragende Anteilseigner alle oder einen Teil seiner Anteile abtreten, übertragen oder anderweitig

nach den Bedingungen dieses Artikel 8.4 über diese zu Geschäftsbedingungen verfügen, die nicht günstiger für den beabsichtigten Empfänger sind als die in der Benachrichtigung an den nicht übertragenden Anteilseigner enthaltenen; vorausgesetzt, dass die Übertragung innerhalb von einhundertachtzig (180) Tagen vom Datum der Benachrichtigung an plus einer zusätzlichen Zeitspanne, die gegebenenfalls zum Erhalt behördlicher Genehmigungen notwendig ist, abgeschlossen wird. Der nicht übertragende Anteilseigner hat nach diesem Artikel 8.4(2) nicht das Recht, andere Vermögenswerte als die Anteile zu erwerben, und von diesem Anteilseigner darf auch nicht verlangt werden, andere Vermögenswerte als die Anteile zu erwerben, unabhängig davon ob andere Eigentumsgegenstände in der Übertragung eingeschlossen sind,

(b) Bei einer Barübertragung, in der keine anderen Vermögenswerte als Teil einer umfassenderen Transaktion enthalten sind, hat der nicht übertragende Anteilseigner das Recht, die zur Abtretung oder Übertragung beabsichtigten Anteile zu denselben endgültigen Geschäftsbedingungen zu erwerben, die mit dem beabsichtigten Empfänger ausgehandelt wurden. Bei einer Übertragung, bei der es sich nicht um eine Barübertragung handelt, oder in der andere Vermögenswerte als Teil einer umfassenderen Transaktion enthalten sind (Kopplungsgeschäft), hat der übertragende Anteilseigner in seiner Benachrichtigung an den nicht übertragenden Anteilseigner eine Aussage zum Barwert der zur Abtretung oder Übertragung beabsichtigten Anteile beizufügen, und der nicht übertragende Anteilseigner hat dann das Recht, die Anteile zu denselben endgültigen Geschäftsbedingungen zu erwerben, die mit dem beabsichtigten Empfänger ausgehandelt wurden; mit der Ausnahme dass er den Barwert in liquiden Mitteln beim Abschluss der Übertragung anstelle der in dem Drittangebot verlangten Summe zahlen muss, und die Geschäftsbedingungen des geltenden Dokuments dann bei Bedarf so abzuändern sind, dass der Barerwerb der Anteile daraus ersichtlich wird. Im Fall eines Kopplungsgeschäfts kann der nicht übertragende Anteilseigner die Anteile entsprechend dem beabsichtigten Kopplungsgeschäft anstelle des oder bis zum Abschluss des umfassenderen Geschäfts (modifiziert durch Ausschluss der Gegenstände, die Vorkaufsrechten unterliegen oder die aus anderen Gründen ausgeschlossen werden) mit dem Empfänger des Kopplungsgeschäfts erwerben. Endet das Kopplungsgeschäft aus irgendeinem Grund ohne Abschluss, endet auch das Recht des anderen Anteilseigners, die Anteile entsprechend dem beabsichtigten Kopplungsgeschäft zu erwerben,

(c) zu Zwecken von Artikel 8.4(2)(b) gilt der vom übertragenden Anteilseigner in seiner Benachrichtigung vorgeschlagene Barwert als korrekt; es sei denn, es handelt sich bei dem nicht übertragenden Anteilseigner um einen protestierenden Anteilseigner und dieser benachrichtigt den übertragenden Anteilseigner innerhalb von zehn (10) Tagen ab Erhalt seiner Benachrichtigung davon, dass er der Festsetzung des Barwerts nicht zustimmt und den Barwert angibt, der nach Meinung des nicht übertragenden Anteilseigners korrekt ist und hilfreiche Informationen zur Unterstützung beifügt. In diesem Fall haben der übertragende Anteilseigner und der protestierende Anteilseigner fünfzehn (15) Tage zum Aushandeln einer Einigung über den geltenden Barwert. Ist am Ende einer solchen Periode von fünfzehn (15) Tagen keine Einigung erreicht, hat entweder der Übertragende oder der protestierende Anteilseigner das Recht, die Angelegenheit zur Bestimmung des Barwerts an einen unabhängigen Gutachter zu verweisen, wie in Artikel 8.5 bis 8.8 vorgesehen,

(d) wird die Bestimmung des Barwerts an einen unabhängigen Gutachter verwiesen, und liegt der vom übertragenden Anteilseigner eingereichte Wert höchstens fünf Prozent (5%) über dem vom unabhängigen Gutachter ermittelten Barwert, ist der vom übertragenden Anteilseigner eingereichte Wert als Barwert zu verwenden, und der protestierende Anteilseigner muss alle Kosten für den Gutachter zahlen. Liegt der vom übertragenden Anteilseigner eingereichte Wert mehr als fünf Prozent (5%) über dem vom unabhängigen Gutachter ermittelten Barwert, wird der Wert des unabhängigen Gutachters als Barwert verwendet, und der übertragende Anteilseigner muss alle Kosten für den Gutachter zahlen. Da nach Artikel 8.5 bis 8.8 der Wert des unabhängigen Gutachters endgültig und bindend ist, ist der dergestalt ermittelte Barwert für die Anteilseigner endgültig und bindend, und

(e) ist der Barwert nach 8.4(2)(d) und Artikel 8.4(2)(b) ermittelt, ist der übertragende Anteilseigner zum Verkauf verpflichtet, und der andere Anteilseigner, der seine Absicht mitgeteilt hat, die Anteile des übertragenden Anteilseigners nach Artikel 8.4(2)(a) zu erwerben, ist verpflichtet, die Anteile zum besagten Wert zu kaufen.

8.5 Für Entscheidungen, die nach Artikel 8.4(2) an einen Gutachter verwiesen werden, vereinbaren die Anteilseigner hiermit, dass eine solche Entscheidung baldmöglichst durch einen einstimmig bestimmten Gutachter durchzuführen ist. Der Gutachter ist kein Schlichter in diesem Streit und übt keine schiedsrichterliche Funktion aus.

8.6 Ein Anteilseigner, der eine gutachterliche Bestimmung wünscht, teilt diesen Wunsch den Anteilseignern schriftlich mit. Können sich die Anteilseigner nicht innerhalb von zehn (10) Tagen nach Erhalt der Mitteilung bezüglich des Wunsches nach einer gutachterlichen Bestimmung auf einen Gutachter einigen, benennt auf Wunsch von einer der Streitparteien das International Centre for Expertise of the International Chamber of Commerce (ICC) einen solchen Gutachter und verwaltet eine solche gutachterliche Bestimmung nach den ICC Rules for Expertise.

8.7 Nach seiner Ernennung darf der Gutachter nicht einseitig mit einem der Anteilseigner über die gutachterliche Bestimmung oder den zugrunde liegenden Streit kommunizieren. Die Anteilseigner verpflichten sich, bei der schnellstmöglichen Durchführung einer solchen gutachterlichen Bestimmung voll zu kooperieren und dem Gutachter Zugang zu allen Einrichtungen, Büchern, Aufzeichnungen, Unterlagen, Informationen und Mitarbeitern zu gewähren, die dazu notwendig sind, schnellstmöglich eine voll informierte Entscheidung zu treffen.

8.8 Vor Bekanntgabe seiner endgültigen Entscheidung verfasst der Gutachter einen Berichtsentwurf und erlaubt den Anteilseignern Kommentare dazu abzugeben. Der Gutachter soll versuchen, seine Entscheidung oder die Beilegung des Streits innerhalb von dreißig (30) Tagen (aber nicht mehr als sechzig (60) Tagen) ab seiner Ernennung herbeizuführen,

wobei Umstände berücksichtigt werden, die eine rasche Bestimmung oder Beilegung der Streitsache erfordern. Gemäss den Bestimmungen der Vereinbarung ist die Entscheidung des Gutachters endgültig und bindend für die Streitparteien.

Art. 9. Tod, Aufhebung von Bürgerrechten, Bankrott oder Insolvenz von Anteilseignern hat keine Auflösung der Gesellschaft zur Folge.

Titel III. - Management

Art. 10.

10.1 Die Gesellschaft wird von der Geschäftsführung in Übereinstimmung mit dem Companies Act, diesen Artikeln und der Vereinbarung verwaltet. Die Gesellschaft wird von den Anteilseignern und der Geschäftsführung geleitet. Die Anteilseigner und die Geschäftsführung besitzen die Befugnisse, die in der Satzung festgelegt oder anderweitig durch geltendes Recht oder die Vereinbarung festgelegt sind. Das Beschlussfassungsforum für die Anteilseigner ist die Hauptversammlung, soweit in der Vereinbarung oder in diesen Artikeln keine anderslautenden Angaben gemacht sind. Das Beschlussfassungsforum für die Geschäftsführung ist die Sitzung der Geschäftsführung, soweit in der Vereinbarung oder in diesen Artikeln keine anderslautenden Angaben bestehen. Alle Befugnisse, die nicht ausdrücklich von Gesetzes wegen, durch die Satzung und/oder die Vereinbarung der Hauptversammlung vorbehalten sind, fallen unter die Befugnisse der Geschäftsführung.

Hauptversammlung

10.2 Eine Hauptversammlung ist nach der Satzung jährlich mindestens einmal einzuberufen, und alle anderen Hauptversammlungen können zu den Zeiten einberufen werden, die laut Satzung zulässig oder vorgeschrieben sind.

10.3 Alle Hauptversammlungen sind im Großherzogtum Luxemburg abzuhalten; es sei denn, alle Anteilseigner einigen sich auf einen anderen Ort; vorausgesetzt jedoch, dass die Hauptversammlung zur Genehmigung (i) des Jahresbudgets, (ii) des Jahresabschlusses der Gesellschaft und (iii) Aufteilung des realisierten Einkommens zwischen der Gesellschaft und Finanzierungsfiliale stets in Luxemburg stattfindet. Jeder Anteilseigner kann via Telekonferenz an jeder Hauptversammlung teilnehmen, mit Ausnahme der Hauptversammlung zur Genehmigung (i) des Jahresbudgets, (ii) des Jahresabschlusses der Gesellschaft und (iii) Aufteilung des realisierten Einkommens zwischen der Gesellschaft und der Finanzierungsfiliale. Eine solche Telekonferenz ist von Luxemburg aus zu initiieren und sollte die Identifizierung und Teilnahme aller an der Hauptversammlung teilnehmenden Anteilseigner ermöglichen. Die Teilnahme eines Anteilseigners an einer Hauptversammlung via Telekonferenz gilt als persönliche Teilnahme an dieser Hauptversammlung, und die Hauptversammlung gilt als am eingetragenen Sitz der Gesellschaft abgehalten.

10.4 Alle Hauptversammlungen sind durch eine Mitteilung vom Vorsitzenden der Geschäftsführung einzuberufen. Eine solche Mitteilung hat an alle Anteilseigner an ihrer bei der Gesellschaft zur Entgegennahme von Mitteilungen bekanntgegebene Adresse zu ergehen, und zwar mindestens dreißig (30) Tage vor dem vorgeschlagenen Datum einer solchen Hauptversammlung, unter Angabe von Datum, Uhrzeit und Ort der Sitzung. Die Mitteilung hat außerdem Folgendes zu enthalten:

- (a) eine Liste der bei der Versammlung zu besprechenden Tagesordnungspunkte und
- (b) zu jedem Tagesordnungspunkt einen Hinweis darauf, ob ein Beschluss zur Annahme vorgelegt wird oder eine sonstige Abstimmung stattfindet.

Gleichzeitig mit der Mitteilung zu einer solchen Hauptversammlung haben alle Unterlagen, die zu den bei der Versammlung zu erwägenden Angelegenheiten relevant sind, zu zirkulieren. In einer Hauptversammlung, die nicht nach den Mitteilungsanforderungen in diesem Artikel 10.4 einberufen wurde, gefasste Anteilseignerbeschlüsse sind null und nichtig, wenn sie nicht im Nachhinein von allen Anteilseignern ratifiziert werden. Der Klarheit halber wird angemerkt, dass auf Mitteilungsanforderungen aus diesem Artikel 10.4 durch einstimmigen Beschluss der Anteilseigner verzichtet werden kann.

10.5 Die für Hauptversammlungen erforderliche Beschlussfähigkeit ist gegeben, wenn die Anteilseigner anwesend (persönlich oder via Telekonferenz) oder durch Abstimmungsvollmacht vertreten sind, die eine Mehrheit des Stammkapitals der Gesellschaft vertreten; vorausgesetzt jedoch, dass - wenn bei einer ordnungsgemäß einberufenen und pünktlich stattfindenden Hauptversammlung wegen der Abwesenheit eines Vertreters von Anteilseigner Rosneft oder Anteilseigner ExxonMobil keine Beschlussfähigkeit besteht - eine solche Hauptversammlung durch Einschreibebrief erneut einberufen wird und fünf (5) Geschäftstage nach dem Datum der Vertagung abgehalten wird (es sei denn, alle Anteilseigner einigen sich auf einen anderen Termin). Kommt bei einer vertagten, ordnungsgemäß einberufenen Hauptversammlung keine Beschlussfähigkeit zusammen, so gilt dies als Pattsituation (Deadlock Event) und wird in Übereinstimmung mit den Bedingungen der Vereinbarung gehandhabt.

10.6 Die Abstimmung zu Anteilseignerbeschlüssen findet wie folgt statt:

- (a) bis zum Ende der Unterstützungsperiode für vereinbarte Aufschlussprojektkosten sind alle Beschlüsse der Anteilseigner als Außerordentlicher Beschluss der Anteilseigner zu fassen, und
- (b) nach dem Ende der Unterstützungsperiode für vereinbarte Aufschlussprojektkosten sind nur Außerordentliche Angelegenheiten der Anteilseigner als Außerordentliche Beschlüsse der Anteilseigner zu fassen, und alle anderen Beschlüsse sind als Ordentliche Beschlüsse der Anteilseigner zu fassen.

10.7 Der Vorsitzende der Geschäftsführung hat bei jeder Hauptversammlung alle Vorschläge, über die abgestimmt wurde, sowie die Ergebnisse zu protokollieren. Jeder Anteilseigner oder sein Vertreter hat am Ende der Hauptversammlung das Protokoll zu unterschreiben und eine Kopie davon zu erhalten; dieses Protokoll gilt als endgültiges Protokoll der Beschlüsse der Anteilseigner bei dieser Hauptversammlung.

10.8 Beschlüsse der Anteilseigner können auch ohne eine Hauptversammlung durch Eintrag in das Journal der Gesellschaft gefasst und von den zur Abstimmung darüber berechtigten Anteilseignern unterzeichnet werden.

Geschäftsführung

10.9 Die Geschäftsführung besteht aus fünf (5) Personen (jeder ein „Geschäftsführer“), die alle von den Anteilseignern gemäß diesem Artikel 10.9 zu ernennen sind. Anteilseigner Rosneft hat das Recht, von Zeit zu Zeit die Ernennung von drei (3) Personen zum Geschäftsführer (alles „Klasse A Geschäftsführer“) vorzuschlagen, und Anteilseigner ExxonMobil hat das Recht, von Zeit zu Zeit die Ernennung von zwei (2) Personen zum Geschäftsführer (alles „Klasse B Geschäftsführer“) vorzuschlagen.

10.10 Jeder Anteilseigner hat das Recht, jederzeit die (i) Enthebung eines Geschäftsführers, der auf Vorschlag dieses Anteilseigners benannt wurde und (ii) Ernennung einer Person zur Besetzung einer ihr zugeteilten Geschäftsführer Positionen vorzuschlagen, wenn bei einer solchen Position eine freie Stelle entsteht (d.h., durch Tod, Rücktritt oder Enthebung eines der Geschäftsführer). Jeder Vorschlag zur Ernennung oder Enthebung eines Geschäftsführers ist nach vorheriger schriftlicher Benachrichtigung der anderen Anteilseigner zu machen.

10.11 Änderungen in der Anzahl oder Umverteilung der Geschäftsführer Positionen ist durch einen Außerordentlichen Beschluss der Anteilseigner zu genehmigen.

10.12 Ein Geschäftsführer ist von der Geschäftsführung als Vorsitzender der Geschäftsführung auf Vorschlag der Klasse A Geschäftsführer zu ernennen.

10.13 Die Befugnisse des Vorsitzenden der Geschäftsführung werden diesem von der Geschäftsführung übertragen.

10.14 Die Geschäftsführung tritt mindestens halbjährlich sowie dann zusammen, wenn der Vorsitzende der Geschäftsführung oder ein Geschäftsführer es fordert. Alle Sitzungen der Geschäftsführung sind im Grossherzogtum Luxemburg abzuhalten; es sei denn, alle Geschäftsführer einigen sich auf einen anderen Ort.

10.15 Jeder Geschäftsführer kann an einer Sitzung der Geschäftsführung handeln, indem er schriftlich, durch Fax oder E-Mail einen anderen Geschäftsführer als seinen Bevollmächtigten bestimmt. Falls vorhanden, bleiben Vollmachten dem Protokoll der entsprechenden Sitzung beigelegt. Jeder Geschäftsführer kann an einer Sitzung der Geschäftsführung auch via Telekonferenz teilnehmen, wodurch alle an der Sitzung teilnehmenden Geschäftsführer identifizierbar sind und mitberaten können. Die Teilnahme eines Geschäftsführers an einer Sitzung via Telekonferenz gilt als persönliche Teilnahme an der betreffenden Sitzung, und die Sitzung gilt dann als am eingetragenen Sitz der Gesellschaft gehalten. Die Beschlüsse der Geschäftsführung werden in Protokollen aufgezeichnet, die am eingetragenen Sitz der Gesellschaft aufbewahrt und von den teilnehmenden Geschäftsführern unterzeichnet werden.

10.16 Alle Sitzungen der Geschäftsführung sind durch eine Mitteilung vom Vorsitzenden der Geschäftsführung einzu-berufen. Eine solche Mitteilung hat an alle Geschäftsführer an ihrer bei der Gesellschaft zur Entgegennahme von Mitteilungen bekannt gegebene Adresse zu ergehen, und zwar mindestens dreißig (30) Tage vor dem vorgeschlagenen Datum einer solchen Sitzung, unter Angabe von Datum, Uhrzeit und Ort der Sitzung. Die Mitteilung hat außerdem Folgendes zu enthalten:

- (a) eine Liste der bei der Versammlung zu besprechenden Tagesordnungspunkte und
- (b) zu jedem Tagesordnungspunkt einen Hinweis darauf, ob ein Beschluss zur Annahme vorgelegt wird oder eine sonstige Abstimmung stattfindet.

Gleichzeitig mit der Mitteilung zu einer solchen Sitzung haben alle Unterlagen, die zu den bei der Sitzung zu erwägenden Angelegenheiten relevant sind, zu zirkulieren. Bei einer Sitzung der Geschäftsführung, die nicht nach den Mitteilungsanforderungen in diesem Artikel 10.16 einberufen wurde, gefasste Beschlüsse sind null und nichtig, wenn sie nicht im Nachhinein von allen Geschäftsführern ratifiziert werden. Der Klarheit halber wird angemerkt, dass auf Mitteilungsanforderungen aus diesem Artikel 10.16 durch einstimmigen Beschluss der Geschäftsführer verzichtet werden kann.

10.17 Die für Sitzungen der Geschäftsführung erforderliche Beschlussfähigkeit ist gegeben, wenn zum Zweck Außerordentlicher Angelegenheiten der Geschäftsführung eine Mehrheit der Geschäftsführer anwesend (persönlich oder via Telekonferenz) oder durch Abstimmungsvollmacht vertreten ist; darunter muss mindestens ein (1) Klasse B Geschäftsführer sein. Wenn bei einer ordnungsgemäß einberufenen und pünktlich stattfindenden Sitzung der Geschäftsführung, deren Tagungsordnung eine Außerordentliche Angelegenheit der Geschäftsführung enthält, wegen des Fehlens eines Klasse A Geschäftsführers oder eines Klasse B Geschäftsführers keine Beschlussfähigkeit besteht, dann ist eine solche Sitzung der Geschäftsführung zu vertagen und fünf (5) Geschäftstage nach dem Datum einer solchen Vertagung (es sei denn, mindestens ein (1) Klasse A Geschäftsführer und mindestens ein (1) Klasse B Geschäftsführer einigen sich auf ein anderes Datum) abzuhalten, und wenn die Geschäftsführung bei einer solchen vertagten, vorschriftsmäßig einberufenen Sitzung der Geschäftsführung keine Beschlussfähigkeit erreicht, ist dies als eine Pattsituation (Deadlock Event) (wie dieser Begriff in der Vereinbarung definiert ist) zu betrachten und von einem Geschäftsführer an die Hauptversammlung der Anteilseigner zu verweisen.

10.18 Die für Sitzungen der Geschäftsführung erforderliche Beschlussfähigkeit, deren Tagungsordnung keine Außerordentliche Angelegenheit der Geschäftsführung enthält, ist gegeben, wenn die Mehrheit der Geschäftsführer anwesend (persönlich oder via Telekonferenz) oder durch Abstimmungsvollmacht vertreten ist; darunter muss mindestens ein (1) Klasse B Geschäftsführer sein. Wenn bei einer ordnungsgemäß einberufenen und pünktlich stattfindenden Sitzung der Geschäftsführung, deren Tagesordnung keine Außerordentliche Angelegenheit der Geschäftsführung enthält, wegen des Fehlens eines Klasse A Geschäftsführers oder eines Klasse B Geschäftsführers keine Beschlussfähigkeit besteht, dann ist eine solche Sitzung der Geschäftsführung zu vertagen und fünf (5) Geschäftstage nach dem Datum der Vertagung zu halten, und eine solche vertagte Sitzung der Geschäftsführung ist dann beschlussfähig, wenn eine einfache Mehrheit der Geschäftsführer anwesend (persönlich oder via Telekonferenz) oder durch Abstimmungsvollmacht vertreten ist.

10.19 Ungeachtet Artikel 10.17 und 10.18 oben, wenn die Tagesordnung einer Sitzung der Geschäftsführung mehr als einen Punkt enthält, von denen einige Außerordentliche Angelegenheiten der Geschäftsführung sind und andere nicht, und diese Sitzung nach Artikel 10.17 oder 10.18 oben wieder einberufen worden ist, dann ist die Beschlussfähigkeit jeder so wieder einberufenen Sitzung der Geschäftsführung für jeden Tagesordnungspunkt nach Artikel 10.17 bzw. 10.18 oben separat festzustellen.

10.20 Die Abstimmung von Geschäftsführern findet wie folgt statt:

(a) Ungeachtet gegenteiliger Bestimmungen in der Satzung sind bis zum Ende der Unterstützungsperiode für vereinbarte Aufschlussprojektunkosten alle Beschlüsse der Geschäftsführung als Außerordentlicher Beschluss der Geschäftsführung zu fassen, und

(b) während des Zeitraums vom Ende der Unterstützungsperiode für vereinbarte Aufschlussprojektunkosten bis zum Beginn der kommerziellen Förderung sind Beschlüsse der Geschäftsführung zu Außerordentlichen Angelegenheiten der Geschäftsführung durch Außerordentliche Beschlüsse der Geschäftsführung zu fassen, und Beschlüsse zu allen anderen Angelegenheiten erfordern einen Ordentlichen Beschluss der Geschäftsführung, und

(c) nach Beginn der kommerziellen Förderung erfordern Beschlüsse der Geschäftsführung zu Außerordentlichen Angelegenheiten der Geschäftsführung einen Außerordentlichen Beschluss der Geschäftsführung, und Beschlüsse zu allen anderen Angelegenheiten erfordern einen Ordentlichen Beschluss der Geschäftsführung.

10.21 Anstelle einer Sitzung kann jeder Geschäftsführer bei der Geschäftsführung einen Vorschlag zur Abstimmung durch Zirkulation einreichen. Der vorschlagende Geschäftsführer hat den Vorsitzenden der Geschäftsführung zu benachrichtigen, der jeden Geschäftsführer benachrichtigt und den so eingereichten Vorschlag beschreibt und bekannt gibt ob der Vorsitzende der Geschäftsführung der Meinung ist, dass die betriebliche Angelegenheit eine dringende Entscheidung erfordert. Der Vorsitzende der Geschäftsführung hat mit dieser Mitteilung ausreichende Dokumentation in Verbindung mit einem solchen Vorschlag zu versenden, so dass die Geschäftsführer einen Beschluss fassen können. Jeder Geschäftsführer kommuniziert dann seine Meinung schriftlich an den Vorsitzenden der Geschäftsführung und die anderen Geschäftsführer, und zwar innerhalb einer der folgenden angemessenen Zeiträume ab Erhalt der Mitteilung von einem solchen Geschäftsführer:

(a) achtundvierzig Stunden (48) im Falle dringender Angelegenheiten, wie ausreichend gerechtfertigt durch die den Geschäftsführern zur Kenntnis gebrachten Umstände, und

(b) fünfzehn (15) Tage für alle anderen Vorschläge.

10.22 Ausgenommen im Falle von Artikel 10.21(a) kann jeder Geschäftsführer durch eine innerhalb von fünf (5) Tagen ab Erhalt der Mitteilung des Vorsitzenden der Geschäftsführung an alle Geschäftsführer ergehende Mitteilung anfordern, dass der Vorschlag an einer Sitzung entschieden wird statt durch Zirkulation. In diesem Fall ist über den Vorschlag in einer ordnungsgemäß zu diesem Zweck einberufenen Sitzung zu entscheiden.

10.23 Von jedem Geschäftsführer, der seine Meinung nicht rechtzeitig mitteilt, wird eine Gegenstimme registriert.

10.24 Wenn keine Sitzung gewünscht wird, dann sendet der Vorsitzende der Geschäftsführung nach Ablauf der vereinbarten Zeit jedem Geschäftsführer eine Bestätigung mit Aufstellung und Ergebnis der Abstimmung. Beschlüsse der Geschäftsführung außerhalb einer Sitzung bedürfen der Zustimmung aller Geschäftsführer.

10.25 Zur Klarstellung sei festgestellt, dass auf die Anforderungen zu schriftlichen Beschlüssen in Artikel 10.21 bis 10.24, mit Ausnahme der Anforderung dass alle Geschäftsführer außerhalb einer Sitzung gefassten Beschlüssen der Geschäftsführung zustimmen müssen, damit diese angenommen werden, durch einstimmigen Beschluss aller Geschäftsführer verzichtet werden kann.

10.26 Vereinbarungen oder sonstige bindende Urkunden zur Umsetzung von Beschlüssen der Anteilseigner oder der Geschäftsführung erfordern (i) kollektive Unterzeichnung durch wenigstens einen (1) Klasse A Geschäftsführer und wenigstens einen (1) Klasse B Geschäftsführer oder (ii) kollektive oder alleinige Unterzeichnung durch eine Person/Personen, der/denen diese Unterzeichnungsvollmacht speziell durch einen Außerordentlichen Beschluss der Geschäftsführung für solch eine Vereinbarung oder sonstige bindende Urkunde erteilt wurde; vorausgesetzt jedoch, dass (x) kein Geschäftsführer eine Vereinbarung oder Urkunde unterzeichnen darf, die nicht mit Beschlüssen der Anteilseigner, der Geschäftsführung oder Richtlinien der Gesellschaft übereinstimmt, und (y) zur Klarstellung sei angemerkt, dass keiner der Geschäftsführer befugt ist, im Namen der Gesellschaft Handlungen zu unternehmen oder Beschlüsse oder Vereinbarungen auf eine andere Weise auszuführen als hier in diesem Artikel 10.26 festgelegt.

Die Anteilseigner müssen die Satzung ändern, um die Unterschriftsberechtigungen der Geschäftsführer anzupassen, wenn dies nach der Vereinbarung erforderlich ist.

10.27 Jeder Geschäftsführer hat seine Aufgaben entsprechend den folgenden grundlegenden Geschäftsprinzipien auszuführen:

- (1) ethisch einwandfreies Verhalten und strenge Geschäftskontrolle,
- (2) unbeeinträchtigte Verpflichtung zur Betriebsintegrität,
- (3) disziplinierter, effizienter Kapitaleinsatz, (4) ständiger Fokus auf Kostenmanagement,
- (5) Verpflichtung zur Entwicklung von motiviertem, vielfältigem Personal von hoher Qualität und
- (6) Verpflichtung zur Führungsrolle in der Technologie.

Art. 11. Neben den sonstigen Außerordentlichen Angelegenheiten der Anteilseigner, die in Artikel 7 und Artikel 10 aufgeführt sind, sind die Außerordentlichen Angelegenheiten der Anteilseigner wie folgt:

- (1) Änderungen der Gründungsurkunden (Satzung, Geschäftsordnung) zur Errichtung der Gesellschaft, des Betreibers und von deren Niederlassungen, einschl. derer, die einen Bezug zum Geschäft der Gesellschaft haben,
- (2) Errichtung zusätzlicher Tochtergesellschaften oder Niederlassungen der Gesellschaft,
- (3) Ausgabe von Anteilen der Gesellschaft, einschließlich Ausgabe neuer Anteile oder einer neuen Klasse von Anteilen,
- (4) Änderung des Stammkapitals der Gesellschaft,
- (5) Liquidation, Fusion oder Verschmelzung der Gesellschaft,
- (6) Änderungen der Finanzierungsverpflichtungen der Anteilseigner,
- (7) Beschaffung von Fremdfinanzierung für das Projekt und alle diesbezüglichen wesentlichen Änderungen,
- (8) Beschlüsse zur Änderung oder Kündigung der Endgültigen Verträge (Final Agreements) (wie in der Vereinbarung definiert) an denen die Gesellschaft teilhat,
- (9) Genehmigung des Jahresbudgets (mit seinen Kapital- und operativen Komponenten),
- (10) Genehmigung der Änderungen des Jahresbudgets, die den Umfang wesentlich ändern oder Ausgaben von mehr als zehn Prozent (10 %) des jeweiligen Jahresbudgets betreffen,
- (11) Endgültige Investitionsentscheidung(en) für das Projekt,
- (12) Genehmigung der Jahresabschlüsse der Gesellschaft und Ermächtigung zur Ausschüttung von Dividenden oder sonstigem Bargeld durch die Gesellschaft,
- (13) Beschlüsse zur Übernahme von Geschäften durch die Gesellschaft, die außerhalb ihres in den Endgültigen Verträgen (Final Agreements) festgelegten Bereichs liegen,
- (14) Beseitigung von Pattsituationen (wie in der Vereinbarung definiert), die bei einer Sitzung der Geschäftsführung aufgetreten sind,
- (15) Bestimmung, dass es sich bei einer Entdeckung um einen kommerziellen Fund (Commercial Discovery) (wie in der Vereinbarung Vertrag definiert) handelt,
- (16) Genehmigung des Erschließungsplans/der Erschließungspläne (Development Plan(s)) (wie in der Vereinbarung definiert) (einschließlich unter anderem die Wahl des Erschließungskonzepts, Kosten- und Zeitplanschätzungsgrundlagen);
- (17) Ernennung und Enthebung der Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft,
- (18) Genehmigung der endgültigen rechtlichen und steuerlichen Struktur der Marketingfirma (Marketing Company) (wie in der Vereinbarung definiert) und alle Änderungen am Bereich von deren Marketingaktivitäten;
- (19) Modifizierung des Fundbereichs (Discovery Area) (wie in der Vereinbarung Vertrag definiert);
- (20) Zustimmung zur Abtretung von Immaterialgüterrechten an den Informationen bezüglich der Unternehmung (Venture Information) an einen Anteilseigner oder den Betreiber (wie diese Begriffe in der Vereinbarung definiert sind, und nach Maßgabe ihrer Bestimmungen),
- (21) Genehmigung der Akquisition von oder des Eingehens von Langzeit-Leasingvereinbarungen durch die Gesellschaft und/oder den Betreiber für Logistikgüter, die dem Anlieferort (Delivery Point) (wie dieser Begriff in der Vereinbarung definiert ist) nachgelagert sind (einschl. Tanker und sonstige Schiffe, Terminals und Pipelines), ausgenommen Charters und operatives Leasing von weniger als sechs (6) Monaten,
- (22) Genehmigung: (i) der Einrichtung einer Finanzierungsfiliale, (ii) der Vorschriften für die Finanzierungsfiliale, (iii) der Ernennung von zwei Leitern für die Finanzierungsfiliale und (iv) des Standortes der Niederlassung der Finanzierungsfiliale,
- (23) Sonstige Angelegenheiten, die gemäß der Gesetze des Großherzogtums Luxemburg unter die Zuständigkeit der Hauptversammlung gehören.

Art. 12. Neben den sonstigen Außerordentlichen Angelegenheiten der Geschäftsführung, die in Artikel 10 aufgeführt sind, sind die Außerordentlichen Angelegenheiten der Geschäftsführung wie folgt:

- (1) Genehmigung und Änderung Buchführungsprinzipien, -richtlinien und -verfahren der Gesellschaft und alle diesbezüglichen wesentlichen Änderungen,

(2) Genehmigung und Änderung von Strategien und Verfahren zur Unternehmensführung, Geschäftspraktiken und Betriebsrichtlinien der Gesellschaft,

(3) Genehmigung und Änderung der Bankgeschäftsprinzipien, -richtlinien und -verfahren der Gesellschaft einschließlich derjenigen, die sich auf das Eröffnen und Schließen von Bankkonten der Gesellschaft und alle diesbezüglichen wesentlichen Änderungen beziehen,

(4) Verfügung über Vermögenswerte im Eigentum der Gesellschaft mit einem Wert von über einer Million US-Dollar (US\$1.000.000) entsprechend der Bilanz der Gesellschaft,

(5) Genehmigung des Kohlenwasserstoffvermarktungs-Jahresplans bezüglich der Kohlenwasserstoffe wie in der Vereinbarung detaillierter beschrieben;

(6) Eingehen von, Änderung oder Kündigung von durch die Gesellschaft eingegangenen Transaktionen (ausgenommen Kohlenwasserstoffverkäufe) (i) bezüglich der Vereinbarungen, an denen entweder Rosneft, ExxonMobil oder deren entsprechende verbundene Unternehmen beteiligt sind, die einen Wert von einer Million US-Dollar (US\$1.000.000) übersteigen, (ii) bezüglich der Vereinbarungen, an denen eine weder mit Rosneft noch ExxonMobil verbundene Person beteiligt ist, mit einem Wert von mehr als (A) fünf Millionen US-Dollar (US\$5.000.000) in einer Erforschungsperiode, (B) zehn Millionen US-Dollar (US\$10.000.000) während einer Erschließungsperiode und (C) fünf Millionen US-Dollar (US\$5.000.000) für Aufträge aus Angeboten ohne Wettbewerb und (iii) Aufträge, die ohne strikte Befolgung der Beschaffungsrichtlinien und -regeln des Betreibers vergeben werden,

(7) Genehmigung von Plänen zur Personalschulung und -entwicklung für die Belegschaft der Gesellschaft, einschl. des Einsatzes von technischen Teams und Fortschritt bei der Erreichung langfristiger Meilensteine zur Leistungsfähigkeit des Unternehmens und dessen Personalbedarf (wie in der Vereinbarung detaillierter ausgeführt),

(8) Festlegung der Abstimmungsposition der Gesellschaft bei den Anteilseigner-Hauptversammlungen von Tochtergesellschaften (einschl. der Hauptversammlung des Betreibers),

(9) Delegieren von Befugnissen durch die Geschäftsführung wie in diesem Artikel 12 beschrieben,

(10) Beseitigung von Pattsituationen die bei einer Sitzung der Geschäftsführung beim Betreiber aufgetreten sind,

(11) Übernahme von und Änderungen der Foundation Business Policies (wie in der Vereinbarung definiert),

(12) Übernahme von und Änderungen der internen Regeln zur Bestimmung des Verfahrens zur internen Empfehlung von durch die Gesellschaft auszuführenden Aufträgen durch Managementpersonal der Gesellschaft, welche die Bereiche der Gesellschaftsaktivitäten betreffen, für die das entsprechende Managementpersonal verantwortlich ist,

(13) Ernennung von Managern der Finanzierungsfiliale,

(14) Erstellung einer Reihe von Marketing-Reporting-Messwerten, die den Anteilseignern monatlich, vierteljährlich und jährlich von der Marketingfirma vorgelegt werden (wie in der Vereinbarung definiert),

(15) Genehmigung des Personalplans der Marketingfirma (wie in der Vereinbarung definiert) und alle diesbezüglichen Änderungen, und

(16) Genehmigung der Tabelle von Finanzbehörden für die Unterstützungsperiode für vereinbarte Aufschlussprojektkosten.

Titel IV. - Finanzjahr - Konten - Audit - Auflösung

Art. 13. Das Finanzjahr der Gesellschaft geht vom 1. Januar bis zum 31. Dezember eines jeden Jahres.

Art. 14.

14.1 Jedes Jahr erstellt die Geschäftsführung eine Bilanz zum 31. Dezember, die eine Aufstellung aller beweglichen und unbeweglichen Besitzgüter und Verpflichtungen der Gesellschaft enthält. Die Gesellschaft führt ihre gesetzlich vorgeschriebenen Konten, Bücher und Aufzeichnungen auf Englisch und in U.S. Dollar und den anderen Sprachen und Währungen, die gesetzlich vorgeschrieben sind. Die Managementkonten der Gesellschaft und ihrer Niederlassungen werden auf Englisch und in U.S. Dollar geführt. Die Bücher der Gesellschaft werden am Gesellschaftssitz in Luxemburg geführt.

14.2 Gemäss den Geheimhaltungsbeschränkungen und sonstigen Beschränkungen, welche die Anteilseigner von Zeit zu Zeit beschließen, ist den Anteilseignern und deren Wirtschaftsprüfern und Geschäftsführern zu zumutbaren Zeiten vollständiger Zugang zu den Konten, Büchern und allen Aufzeichnungen der Gesellschaft und von deren Niederlassungen zu gewähren.

14.3 Die Anteilseigner ernennen eine unabhängige Wirtschaftsprüfungsfirma, die (i) zur Geschäftsausübung im Grossherzogtum Luxemburg zugelassen ist und (ii) zu einer Gruppe angesehener, international anerkannter Wirtschaftsprüfungsfirmen gehört (einschließlich mindestens einer Firma, die zur Geschäftsausübung in der Russischen Föderation zugelassen ist) als Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft.

14.4 Die nach Artikel 14.3 oben ernannten Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft haben vollständigen Zugang zu den Büchern und Aufzeichnungen der Gesellschaft und überprüfen die Konten und Aktivitäten der Gesellschaft jährlich. Diese Wirtschaftsprüfer liefern der Gesellschaft und den Anteilseignern innerhalb von dreißig (30) Tagen nach dem jeweiligen Jahresende einen Prüfungsbericht und verpflichten sich als Teil ihrer Pflichten gegenüber der Gesellschaft, den Anteil-

seignern alle Informationen zur Verfügung zu stellen, welche diese vorbehaltlich von Artikel 14.2 vorstehend billigerweise anfordern.

Art. 15. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren Liquidatoren durchgeführt.

Vorübergehende Verfügung

Das erste Finanzjahr beginnt am Tag der Eintragung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2014.

Zeichnung - Bezahlung

Nach der Aufstellung der Satzung hierdurch erklären die Anteilseigner hiermit, dass sie alle dreissigtausend (30.000) Stammanteile und dreihundert (300) Vorzugsstammanteile A der Gesellschaft mit einem Nennwert von je einem U.S. Dollar (USD 1) wie folgt zeichnen:

Anteilseigner ExxonMobil:	zehntausend (10.000) Stammanteile und einhundert (100) Vorzugsstammanteile A.
Anteilseigner Rosneft:	zwanzigtausend (20.000) Stammanteile und <u>zweihundert (200) Vorzugsstammanteile A.</u>
Summe:	dreißigtausend (30.000) Stammanteile und dreihundert (300) Vorzugsstammanteile A.

Alle Anteile sind von den Anteilseignern durch Barzahlung eines Gesamtbetrags in Höhe von dreissigtausenddreihundert U.S. Dollar (\$30.300) vollständig einbezahlt, sodass der von den Anteilseignern bezahlte Betrag von dreissigtausenddreihundert U.S. Dollar (\$30.300) von nun an der Gesellschaft frei zur Verfügung steht, was dem unterzeichneten Notar gegenüber belegt wurde, und was dieser ausdrücklich bezeugt.

Anteilseigner - Beschlüsse

Sofort nach der Eintragung der Gesellschaft fassen die Anteilseigner, die das gesamte Stammkapital der Gesellschaft vertreten, folgende Beschlüsse:

- Die folgenden Personen werden mit Wirkung des Datums dieser Urkunde und auf unbestimmte Zeit als Mitglieder der Geschäftsführung ernannt:

* Timofey STRELTSOV, geboren am 2. Dezember 1968 in Region Sakhalin (USSR), mit Geschäftsadresse 26/1, Sofiyskaya Embankment, 117997, Moskau (Russland) als Klasse A Geschäftsführer;

* Grigory BONDARENKO, geboren am 16. Februar 1963 in Kharkov (USSR), mit Geschäftsadresse 26/1, Sofiyskaya Embankment, 117997, Moskau (Russland), als Klasse A Geschäftsführer;

* Rostislav LATYSH, geboren am 20. März 1973 in Ivano-Frankovsk (USSR), mit Geschäftsadresse an 26/1, Sofiyskaya Embankment, 117997, Moskau (Russland), als Klasse A Geschäftsführer;

* James J. ZULLIG, geboren am 3. März 1955 in New Jersey (USA), mit Geschäftsadresse 233 Benmar Drive, Houston, Texas 77060-3105 (USA), als Klasse B Geschäftsführer und

* James K. FLOOD, geboren am 15. April 1957 in Furth (Deutschland), mit Geschäftsadresse 17001 Northchase Drive, Houston, Texas 77060-2135 (USA), als Klasse B Geschäftsführer;

- Ernst & Young, société anonyme, mit eingetragenem Sitz in L-5365 Munsbach, 7, rue Gabriel Lippmann (RCS Luxembourg B 47771), wird mit Wirkung vom Datum dieser Urkunde an und bis zur Genehmigung der Jahresabschlüsse der Gesellschaft zum unabhängigen Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft für das am 31. Dezember 2014 endende Finanzjahr ernannt, und

- die Adresse des eingetragenen Gesellschaftssitzes wird festgelegt auf 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg.

Bewertung und Kosten

Die Kosten, Auslagen, Gebühren und Abgaben, in welcher Form auch immer, die von der Gesellschaft zu tragen sind und die ihr im Zusammenhang mit den obigen Angelegenheiten in Rechnung gestellt werden, betragen schätzungsweise EUR 1.500.-.

Die vorliegende Urkunde wurde in Luxemburg am eingangs erwähnten Datum aufgesetzt.

Nachdem die Urkunde den Erschienenen, die dem Notar nach Vor- und Nachnamen, Zivilstand und Wohnort bekannt waren, vorgelesen wurde, unterzeichneten diese gemeinsam mit dem Notar diese Urkunde.

Der unterzeichnende Notar, der Englisch versteht und spricht, stellt hiermit fest, dass diese Urkunde auf Wunsch der Erschienenen in Englisch abgefasst ist, gefolgt von einer Übersetzung ins Deutsche. Auf Wunsch derselben Erschienenen und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und deutschen Text gilt die englische Version.

Gezeichnet: C. BALTHAZAR, J.-M. POOS und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 11 mars 2014. Relation: LAC/2014/11444. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 17. März 2014.

Référence de publication: 2014040456/1259.

(140045812) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2014.

Maestrale Projects (Holding) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 116.388.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014037082/9.

(140042364) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2014.

Patrono, Société Anonyme.

Siège social: L-9779 Eselborn, 18, Op der Sang, Z.I. Eselborn-Lentzweiler.

R.C.S. Luxembourg B 185.119.

—
STATUTEN

Im Jahre zweitausendvierzehn, den achtundzwanzigsten Tag des Monats Februar.

Vor uns Notar Edouard DELOSCH, mit Amtssitz in Diekirch, Großherzogtum Luxemburg.

Sind erschienen:

- RHJ-Invest, Gesellschaft mit beschränkter Haftung luxemburgischen Rechts, mit Sitz in L-9779 Eselborn, 18, Op der Sang, Z.I. Eselborn-Lentzweiler, Matrikel: 2004 2427 463, eingetragen im Handels- und Firmenregister Luxemburg, unter der Nummer B 104.954, vertreten durch den alleinigen Geschäftsführer, Herrn Ralph GOTTSCHOL, geboren am 16. November 1964 in Hagen (Deutschland), wohnhaft in D-82031 Grünwald, Perlacher Straße 7 B;

- Herr Sam CLEVER, geb. AL-KHAYAT, Kaufmann, geboren am 11. April 1973 in München (Deutschland), wohnhaft in D-80538 München, Knöbelstraße 4 A;

- alle hier vertreten durch Herrn Christoph FANK, Privatangestellter, mit beruflicher Anschrift in L-9991 Weiswampach, Gruuss-Strooss, 61, kraft der am 25. Februar 2014 erteilten Vollmachten.

Diese Vollmachten werden dieser Urkunde dauerhaft beigelegt, um mit derselben bei der Einregistrierungsbehörde hinterlegt zu werden.

Welche Komparenten, handelnd wie eingangs erwähnt, ersuchten den unterzeichneten Notar, die Satzungen einer zu gründenden Aktiengesellschaft wie folgt zu beurkunden:

I. - Benennung - Sitz - Dauer - Gesellschaftszweck - Kapital

Art. 1. Es besteht eine Aktiengesellschaft unter der Bezeichnung „PATRONO“.

Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Gemeinde Clervaux.

Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates können Niederlassungen, Zweigstellen, Agenturen und Büros sowohl im Großherzogtum Luxemburg, als auch im Ausland errichtet werden.

Sollte die normale Geschäftstätigkeit am Gesellschaftssitz oder der reibungslose Verkehr mit dem Sitz oder auch dieses Sitzes mit dem Ausland durch außergewöhnliche Ereignisse politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Natur gefährdet werden, so kann der Verwaltungsrat den Gesellschaftssitz vorübergehend und bis zur völligen Wiederherstellung normaler Verhältnisse, ins Ausland verlegen; diese einstweilige Maßnahme betrifft jedoch in keinsten Weise die Nationalität der Gesellschaft, die unabhängig von dieser einstweiligen Verlegung des Gesellschaftssitzes, luxemburgisch bleibt.

Die Gesellschaft wird für eine unbestimmte Dauer gegründet.

Art. 2. Zweck der Gesellschaft ist das Erbringen jeglicher kommerzieller Dienstleistungen in Verbindung mit dem Erwerb, der Veräußerung, der Vermietung, der Vermittlung, der Verwaltung und Nutzung von Immobilien jeglicher Art.

Außerdem hat die Gesellschaft zum Gegenstand, die Beteiligung jedweder Art an anderen Gesellschaften mit Sitz im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland, die Kontrolle und Verwaltung dieser Beteiligungen, sowie deren Verwertung.

Sie kann außerdem Patente, Warenzeichen und Markenrechte besitzen, erwerben, veräußern und verwerten, sowie intellektuelles Eigentum jeglicher Art. Sie kann Lizenzen vergeben, zwecks Nutzung der vorerwähnten Rechte.

Die Gesellschaft kann namentlich alle Arten von Wertpapieren erwerben, sei es durch Einlage, Zeichnung, Festübernahme, Kaufoption, Kauf oder jede andere Transaktion oder Maßnahme. Sie kann diese Wertpapiere durch Verkauf, Abtretung, Tausch oder auf jede andere Art und Weise veräußern. Sie kann sich an der Gründung, Entwicklung, Geschäftsführung, Verwaltung und Kontrolle von Gesellschaften und Unternehmen beteiligen und diese unterstützen.

Sie kann Anleihen aufnehmen, sowie den Gesellschaften und Unternehmen an welchen sie sich beteiligt, Anleihen, Vorschüsse und Garantien bewilligen.

Im Rahmen ihrer Tätigkeit kann die Gesellschaft in Hypothekeneintragungen einwilligen, Darlehen aufnehmen, mit oder ohne Garantie, und für andere Personen oder Gesellschaften Bürgschaften leisten, unter Vorbehalt der diesbezüglichen gesetzlichen Bestimmungen.

Sie kann im Übrigen alle kaufmännischen, industriellen und finanziellen Handlungen in Bezug auf bewegliche und unbewegliche Güter vornehmen, die für die Verwirklichung des Gegenstandes der Gesellschaft notwendig oder nützlich sind oder welche die Entwicklung der Gesellschaft fördern könnten.

Art. 3. Das gezeichnete Aktienkapital beträgt einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000,-) eingeteilt in einhundert (100) Aktien mit einem Nominalwert von je dreihundertzehn Euros (EUR 310,-).

Die Aktien lauten auf den Namen oder den Inhaber, nach Wahl der Aktionäre, mit Ausnahme der Aktien für welche das Gesetz die Form von Namensaktien vorschreibt.

Das gezeichnete Aktienkapital der Gesellschaft kann erhöht oder herabgesetzt werden, durch Beschluss der Generalversammlung, welcher wie im Falle einer Satzungsänderung zu fassen ist.

Die Gesellschaft kann im Rahmen des Gesetzes und gemäß den darin festgelegten Bedingungen eigene Aktien erwerben.

Art. 4. Die Aktien sind unter den bestehenden Aktionären frei übertragbar.

Die Aktien können an einen Nichtaktionär nur unter Einhaltung der untenstehenden Bedingungen übertragen werden:

Im Falle der Übertragung an einen Nichtaktionär, verfügen die verbleibenden Aktionäre über ein Vorkaufsrecht im Verhältnis der gehaltenen Beteiligung im Kapital der Gesellschaft. Der Verzicht eines oder mehrerer Aktionäre auf ihr Vorkaufsrecht, erhöht das Vorkaufsrecht der übrigen Aktionäre im Verhältnis Ihrer Beteiligung im Kapital der Gesellschaft.

Der Aktionär welcher einen Teil oder die Gesamtheit seiner Aktien übertragen möchte, ist dazu verpflichtet, den Verwaltungsrat der Gesellschaft, per Einschreibebrief, über diese Absicht zu informieren. Dieses Schreiben enthält die Anzahl und die Nummer der Aktien, die Gegenstand der Übertragung sind, sowie den/die Name(n), Vorname(n), Beruf (e) und Wohnort(e) der vorgeschlagenen Käufer, der vorgeschlagene Einheitsveräußerungspreis der Aktien, sowie die Zahlungsbedingungen und -Modalitäten des Veräußerungspreises.

Innerhalb von 8 (acht) Tagen nach Erhalt dieses Schreibens, übermittelt der Verwaltungsrat die Anfrage, per Einschreibebrief, den übrigen Aktionären.

Die verbleibenden Aktionäre haben ein Vorkaufsrecht betreffend die zum Verkauf stehenden Aktien, im Verhältnis der gehaltenen Beteiligung im Kapital der Gesellschaft. Der ganze oder teilweise Verzicht eines oder mehrerer Aktionäre auf ihr Vorkaufsrecht, erhöht das Vorkaufsrecht der übrigen Aktionäre im Verhältnis Ihrer Beteiligung im Kapital der Gesellschaft. In keinem Falle können die Aktien fraktioniert werden; wenn die Anzahl zum Verkauf stehender Aktien nicht exakt proportional zur Anzahl Aktien ist, für welche das Vorkaufsrecht ausgeübt wird, werden die überschüssigen Aktien, in Ermangelung einer Einigung, durch das Los einem oder mehreren Aktionären, unter der Verantwortung des Verwaltungsrats, zugeteilt.

Der Aktionär welche sein Vorkaufsrecht ausüben möchte, informiert den Verwaltungsrat, per Einschreibebrief, innerhalb von 30 (dreißig) Tagen, ab Erhalt des Schreibens des Verwaltungsrat, welche ihn über die Verkaufsabsicht informiert. In Ermangelung einer Rückmeldung oder im Falle einer verspäteten Rückmeldung verfällt das Vorkaufsrecht des betroffenen Aktionärs. Für die Ausübung des erhöhten Verkaufsrechts, aufgrund des Verzichts eines oder mehrerer Aktionäre, ihr Recht auszuüben, verfügen die übrigen Aktionäre über eine weitere Frist von 30 (dreißig) Tagen, ab der Mitteilung des Verwaltungsrats an die übrigen Aktionäre, über den Verzicht eines oder mehrerer Aktionäre, um ihr Vorkaufsrecht auszuüben.

Die Aktionäre üben ihr Vorkaufsrecht aus und können die Aktien zu einem Preis erwerben, der in gegenseitigem Einverständnis zwischen dem verkaufswilligen Aktionär, beziehungsweise dessen Rechtsnachfolger, im Todesfalle, und dem/den kaufwilligen Aktionäre(n), ermittelt wird. Dieser Preis kann in keinem Falle über dem Kaufpreis liegen, welcher, im Falle einer Übertragung unter Lebenden, ein fremder Dritter, welcher sich als Käufer anbietet, für diese Aktien zahlen würde.

In Ermangelung einer Einigung wird der Kaufpreis, durch einen in beiderseitigem Einverständnis, zwischen dem verkaufswilligen Aktionär, oder dessen Rechtsnachfolger und dem/den kaufwilligen Aktionär(en) festgelegt und in Ermangelung einer Einigung durch einen einvernehmlich zu bestimmenden zugelassenen „Expert-comptable“. Falls sich die Parteien nicht einigen können, wird der Kaufpreis durch einen unabhängigen Experten, welcher durch das für die Gesellschaft zuständige Handelsgericht bestellt wird, festgelegt.

Der so bestimmte Experte erstellt einen Bericht über die Festlegung des Veräußerungspreises innerhalb eines Monats ab seiner Ernennung.

Er hat Zugriff auf alle Bücher und Dokumente der Gesellschaft, welche er benötigt um seinen Auftrag zu erfüllen.

Wenn die zum Verkauf stehenden Aktien, teilweise oder gar nicht im Rahmen des Vorkaufsrechts und unter Einhaltung der vorstehend beschriebenen Bedingungen veräußert werden konnte, können diese Aktien an den Dritten veräußert werden, welcher dem Verwaltungsrat, im Anfang des Verfahrens, mitgeteilt wurde.

II. - Verwaltung - Überwachung

Art. 5. Die Gesellschaft wird durch einen Verwaltungsrat verwaltet, der aus mindestens drei Mitgliedern besteht, die keine Aktionäre sein müssen. Diese Verwaltungsratsmitglieder werden von der Generalversammlung für eine Dauer ernannt die sechs (6) Jahre nicht überschreiten darf. Die Verwaltungsratsmitglieder sind widerwählbar.

Im Falle eines alleinigen Aktionärs, kann der Verwaltungsrat sich auf ein (1) Mitglied beschränken, bis zur nächsten Generalversammlung, welche feststellt, dass sich die Generalversammlung aus mehr als einem Aktionär zusammensetzt.

Art. 6. Der Verwaltungsrat hat die weitestgehenden Befugnisse, um die Geschäfte der Gesellschaft zu leiten und diese im Rahmen des Gesellschaftszweckes zu verwalten; er ist für alles zuständig, was nicht ausdrücklich durch das Gesetz und durch die vorliegenden Satzungen der Generalversammlung vorbehalten ist. Der Verwaltungsrat ist nur beschlussfähig, wenn die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist, wobei ein Verwaltungsratsmitglied durch einen Kollegen vertreten werden kann (Vollmachten per Schreiben, Telex oder Telefax sind möglich). In dringenden Fällen können die Verwaltungsratsmitglieder ihre Stimme auch schriftlich, fernschriftlich, telegraphisch oder per Telefax abgeben. Ein schriftlich gefasster Beschluss, der von allen Verwaltungsratsmitgliedern genehmigt und unterschrieben wurde, ist ebenso rechtswirksam, wie ein anlässlich einer Verwaltungsratsitzung gefasster Beschluss. Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden mit absoluter Stimmenmehrheit getroffen.

Art. 7. Der Verwaltungsrat kann alle oder einen Teil seiner Befugnisse an einen oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder, Direktoren, Geschäftsführer oder andere Bevollmächtigte übertragen.

Die Gesellschaft wird verpflichtet durch die Einzelunterschrift des/der Delegierten des Verwaltungsrates, durch die gemeinsame Unterschrift des/der Delegierten des Verwaltungsrates und eines weiteren Verwaltungsratsmitgliedes, oder der Einzelunterschrift eines oder mehrerer durch den Verwaltungsrat bestimmten Person/en, im Rahmen der zuerkannten Befugnisse und Vollmachten. Falls der Verwaltungsrat nur aus einem Mitglied besteht, wird die Gesellschaft durch die Unterschrift des alleinigen Verwalters verpflichtet.

Art. 8. In sämtlichen Rechtssachen wird die Gesellschaft in ihrer Eigenschaft als Klägerin, oder als Beklagte, durch den Vorsitzenden des Verwaltungsrates, den Delegierten des Verwaltungsrates, oder den alleinigen Verwalter vertreten.

Art. 9. Der Verwaltungsrat ist, unter Berücksichtigung der diesbezüglichen gesetzlichen Bestimmungen, dazu ermächtigt Zwischendividenden zu zahlen.

Art. 10. Die Überwachung der Tätigkeiten der Gesellschaft wird einem oder mehreren Kommissaren anvertraut; ihre Amtszeit darf sechs Jahre nicht überschreiten. Sie sind widerwählbar.

III. - Generalversammlung und Gewinnverteilung

Art. 11. Die Generalversammlung vertritt alle Aktionäre. Sie hat die weitestgehenden Befugnisse um über die Angelegenheiten der Gesellschaft zu befinden.

Die Einberufung der Generalversammlung erfolgt gemäß den Bestimmungen des Gesetzes. Eine Einberufung ist nicht notwendig wenn alle Aktionäre anwesend oder vertreten sind und insofern sie erklären den Inhalt der Tagesordnung im Voraus gekannt zu haben.

Die Generalversammlung entscheidet über die Verwendung und Verteilung des Reingewinnes.

Art. 12. Die jährliche Generalversammlung findet am Gesellschaftssitz oder an jedem anderen in den Einberufungsschreiben genannten Ort in Luxemburg statt und zwar am dritten Donnerstag des Monats Juni um 16.00 Uhr. Falls der vorbenannte Tag ein Feiertag ist, findet die Versammlung am ersten nachfolgenden Werktag statt.

Art. 13. Durch Beschluss der Generalversammlung kann der Gewinn ganz oder teilweise, oder aber die ausschüttungsfähigen Rücklagen zur Kapitaltilgung genutzt werden, mittels Rückzahlung des Nominalwertes aller oder eines Teiles der ausgegebenen Aktien; diese Aktien werden durch das Los bestimmt und das gezeichnete Kapital wird nicht herabgesetzt. Die zurückgezahlten Aktien werden annulliert und durch Genussscheine ersetzt, welche dieselben Rechte wie die annullierten Aktien besitzen, mit der Ausnahme des Rechtes der Rückzahlung des Nominalwertes und des Rechtes auf die Zahlung einer ersten Dividende welche den nicht zurückgezahlten Aktien vorbehalten ist.

IV. - Geschäftsjahr - Auflösung

Art. 14. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember jeden Jahres.

Art. 15. Die Gesellschaft kann durch Beschluss der Generalversammlung aufgelöst werden, welcher unter den gleichen Bedingungen gefasst werden muss wie im Falle einer Satzungsänderung.

V. - Allgemeine Bestimmungen

Art. 16. Für alle Punkte, die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, verweisen die Gesellschafter auf die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915, sowie auf die späteren Änderungen, unbeschadet anderslautender, extrastatutarisch getroffener Vereinbarungen, sofern sie nicht den gesetzlichen Bestimmungen widersprechen.

Übergangsbestimmungen

Das erste Geschäftsjahr beginnt am heutigen Tage und endet am 31. Dezember 2014.

Die erste Generalversammlung findet im Jahr 2015 statt.

Die ersten Verwaltungsratsmitglieder und der (die) erste(n) Kommissar(e) werden von der außerordentlichen Gesellschafterversammlung ernannt, die sofort im Anschluss an die Gründung zusammentritt.

Kapitalzeichnung

Die Satzung ist somit durch den Notar aufgenommen, die Aktien wurden gezeichnet und der Nennwert zu einhundert Prozent (100%) in bar wie folgt eingezahlt:

Aktionär	gezeichnetes Kapital	Anzahl der Aktien	eingezahlter Betrag
RHJ Invest, vorbenannt	EUR 15.500,-	50	EUR 15.500,-
Herr Sam CLEVER, vorbenannt	EUR 15.500,-	50	EUR 15.500,-
Gesamt:	EUR 31.000,-	100	EUR 31.000,-

Alle Aktien wurden in bar voll eingezahlt, so dass der Betrag von einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000,-) der Gesellschaft ab sofort zur Verfügung steht, was hiermit ausdrücklich von dem amtierenden Notar festgestellt wurde.

Bescheinigung

Der unterzeichnete Notar bescheinigt, dass die Bedingungen von Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, sowie abgeändert, erfüllt sind.

Schätzung der Gründungskosten

Die der Gesellschaft aus Anlass ihrer Gründung entstehenden Kosten, Honorare und Auslagen, betragen schätzungsweise ein tausend ein hundert Euro (EUR 1.100.-).

Generalversammlung

Die Komparenten, handelnd wie eingangs erwähnt, welche das gesamte Gesellschaftskapital vertreten, haben im Anschluss an die Gründung der Gesellschaft, umgehend folgende Beschlüsse gefasst:

Erster Beschluss

Folgende Personen werden zu Mitgliedern des Verwaltungsrats ernannt, für eine Dauer die mit der jährlichen Generalversammlung des Jahres 2019 endet:

- RHJ-Invest, Gesellschaft mit beschränkter Haftung luxemburgischen Rechts, mit Sitz in L-9779 Eselborn, 18, Op der Sang, Z.I. Eselborn-Lentzweiler, Matrikel: 2004 2427 463, eingetragen im Handels- und Firmenregister Luxemburg, unter der Nummer B 104.954, vertreten durch den alleinigen Geschäftsführer, Herrn Ralph GOTTSCHOL, geboren am 16. November 1964 in Hagen (Deutschland), wohnhaft in D-82031 Grünwald, Perlacher Straße 7 B;

- Herr Sam CLEVER, geb. AL-KHAYAT, Kaufmann, geboren am 11. April 1973 in München (Deutschland), wohnhaft in D-80538 München, Knöbelstraße 4 A;

- Frau Sylvia Agnes PFEIFFER, Buchhalterin, geboren am 28. November 1979 in Sankt Vith (Belgien), wohnhaft in B-4780 Sankt Vith, Dahlstraße, Hinderhausen 13.

Die Gesellschaft RHJ-Invest, vorbenannt, vertreten durch ihren Geschäftsführer und ständigen Vertreter, Herrn Ralph GOTTSCHOL, geboren am 16. November 1964 in Hagen (Deutschland), wohnhaft in D-82031 Grünwald, Perlacher Straße 7 B, wird zur Delegierten des Verwaltungsrats ernannt. Die Gesellschaft wird verpflichtet durch die Einzelunterschrift des Delegierten des Verwaltungsrates.

Zweiter Beschluss

Wurde als Kommissar bestimmt, für eine Dauer, die mit der jährlichen Generalversammlung des Jahres 2019 endet:

- FN-SERVICES S.à r.l., eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg, unter der Nummer B 92.183, mit Sitz in L-9991 Weiswampach, Gruuss-Strooss 61.

Dritter Beschluss

Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in L-9779 Eselborn, 18, Op der Sang, Z.I. Eselborn-Lentzweiler.

WORÜBER URKUNDE, Aufgenommen in Diekirch, zum Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesen und Erklärung alles Vorstehenden an die Komparenten, dem instrumentierenden Notar nach Namen, Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: C. FANK, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 03 mars 2014. Relation: DIE/2014/2776. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): THOLL.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 06 mars 2014.

Référence de publication: 2014036624/208.

(140041751) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2014.

MezVest Luxembourg I S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Münsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 78.731.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 07 Mars 2014.

MezVest Luxembourg I S.à r.l.

Paul Galliver

Manager

Référence de publication: 2014037084/14.

(140042506) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2014.

MezVest Luxembourg II S. à r.l. , Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Münsbach, 9, rue Gabriel Lippmann, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 110.227.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 07 Mars 2014.

MezVest Luxembourg II S.à r.l.

Paul Galliver

Manager

Référence de publication: 2014037085/14.

(140042037) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2014.

Mobrini S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon 1er.

R.C.S. Luxembourg B 37.646.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014037107/9.

(140042425) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2014.

MGE Giunchetto Wind Park S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 117.207.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014037101/9.

(140042150) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2014.
